

le monde libertaire

Au soleil de l'anarchie

Des articles, poèmes, propos de :
Sara Alexander, Sébastien Basson,
René Berthier, Noam Chomsky, Ronald Creagh,
Didier Daeninckx, Thiéry D'Agdena,
Del Inferno, Desproges, Jean-Jacques Gandini,
Denis Langlois, Jacques Lesage de la Haye,
J.-F. Lymphâm, Thierry Maricourt, Michel
Ragon, Philippe Pelletier, Claude Sigala, Ytak...
Une photo de Jean-Michel Sicot et des dessins
de Brouck, Charb, Picard, Pieraggi, Voyer.
Rien que du bon pour vos vacances !

L'APRES-GOLFE

Le nouvel ordre mondial et le mouvement pacifiste

Pour ce numéro d'été, nous avons souhaité revenir sur le principal événement de l'année passée : la « crise » du Golfe d'août 1990 à la guerre en janvier dernier (lire p. 4, 5 et 6).

Pour introduire cette réflexion, nous reproduisons ci-dessous quelques extraits d'un texte de Noam Chomsky paru dans le journal CNT en juin sous le titre : « Le nouvel ordre mondial et le mouvement pacifiste ».

Noam Chomsky, linguiste mondiallement reconnu, est aussi un militant libertaire engagé contre l'impérialisme américain.

« Dans les années 80, la population américaine s'était opposée avec force aux principales décisions de Reagan, qui reprenaient en grande partie celles du président Carter. Pour contrer cela, d'extraordinaires campagnes de propagande furent entreprises dans le but de provoquer la peur. Les sandinistes allaient envahir le Texas, les terroristes internationaux déferler sur le pays, les trafiquants, les Arabes, etc... »

Même la minuscule île de la Grenade fut présentée comme une menace pour notre existence... Il y a un an, Noriega, pour justifier

l'intervention des Marines au Panama, fut même comparé à Gengis Khan...

Les événements qui se sont déroulés dans le Golfe se sont donc adaptés exactement à ce qui était dicté dans le rapport sur la sécurité nationale...

Cet exemple est significatif de quelques-uns des buts atteints par les Etats-Unis dans son effort pour supprimer la démocratie dans son pays. La situation idéale, poursuivie depuis longtemps par la communauté des hommes d'affaires et la classe politique, consisterait à marginaliser la population dans son ensemble, isolant chaque individu, le privant des formes d'association qui pourraient déboucher sur une pensée et une action politique indépendante. Chacun s'assoierait face à la télévision, ingurgitant la doctrine... « L'ennemi diabolisé »...

De semblables aventures ont servi à tenir la population intérieure sous contrôle. Mais la question est de savoir si les Etats-Unis pourront exercer encore longtemps ce « travail de protection globale »...

Pourra-t-on éliminer l'endoctrinement idéologique pour laisser à nu la réalité mondiale ? Est-ce que les gens pourront s'organiser pour se défendre du contrôle exercé par le système... ?

Ces questions ne sont pas seulement circonscrites au problème de la guerre et de la paix. Ces implications s'étendent jusqu'à l'alternative de savoir si nous aurons à vivre dans une structure totalitaire et assassine ou dans une démocratie réelle. »

Noam Chomsky

Faubourg d'Hackney (GB).
© Jean-Michel Sicot, 1988.



POLITIQUE

La responsabilité historique de la gauche face à la montée du fascisme

Encourager le Front national et enfin s'en servir comme d'un repoussoir - le démoniser - revient à jouer un jeu dangereux. La gauche, ces dernières années, en vue de s'ancrer à un pouvoir ravi à la droite, s'y est adonné largement. « C'est nous ou le FN ! » se plaisent aujourd'hui à dire les socialistes.

Ce sont eux, sans le FN... jusqu'à quand ? Angoissante question ! Philippe Pelletier nous montre combien un tel jeu est préjudiciable, ceci au travers d'exemples historiques permettant de mieux comprendre la situation présente.

Il n'est pas difficile de parier que, lors des prochaines consultations électorales importantes, les partis de gauche vont en appeler à l'union sacrée des forces progressistes contre le Front national, pour récupérer leur électorat désabusé et conserver le pouvoir. Dans cette perspective, se pencher sur la responsabilité historique des socialistes et des communistes face à la montée du fascisme dans les années vingt et trente, permet de cerner quels sont les véritables enjeux de cette question et les moyens d'y répondre.

Malgré leurs discours ou leurs apparences anti-parlementaires, les fascistes - en l'occurrence les mouvements « historiques » que sont les fascistes italiens et les nationaux-socialistes allemands - ont

toujours joué la carte électorale pour conquérir le pouvoir politique. Certes, ils ne sont pas exempts de tendances putschistes mais, après l'échec du coup de force de novembre 1923 à Munich, même le plus fanatique d'entre eux, Hitler, a vite compris l'intérêt qu'il y avait à recourir aux moyens légaux.

La carte électorale et parlementariste des fascistes

Grâce à la démagogie intrinsèque à l'électoratisme, en effet, il est facile de manipuler les foules. Grâce à la façade légaliste et légitimiste, il est plus sûr de se gagner l'armée officielle, garante de tout

régime mais toujours méfiante des organisations paramilitaires, que de s'en remettre à des conjurés incertains. En Italie, la fameuse marche sur Rome des fascistes, en octobre 1922, est surtout un coup de bluff et une habile mise en scène. Par des manœuvres en coulisse, la classe dirigeante confie ainsi le pouvoir à Mussolini. A l'époque, le Parti national fasciste ne dispose que d'une poignée de députés, mais c'est bien le même parlement qui, en 1923, taille une loi électorale sur mesure pour les fascistes et leurs alliés qui emportent ainsi les élections d'avril 1924 avec 65 % des voix. « Ni Rubicon franchi, ni spectaculaire 18 brumaire, mais une lente perversion du régime libéral par ceux-là mêmes qui en tiennent les leviers. » (1).

De fait, c'est grâce aux urnes que l'extrême droite est arrivée au pouvoir. C'est le plus légalement du monde que Hitler est nommé chancelier en janvier 1933 par le président Hindenburg et que Mussolini devient chef du gouvernement par un vote de l'assemblée nationale en 1922. Rappelons aussi que c'est la Chambre du

(suite p. 2)

T2137 - 835 - 15,00 F



F°P. 2520

La responsabilité historique de la gauche face à la montée du fascisme

(suite de la « une »)

Front populaire français qui confia les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940 : sur les 666 députés et sénateurs réunis, seuls 17 s'abstiennent et 30 votent contre ; parmi eux, on compte seulement un quart des parlementaires socialistes et communistes et un septième des radicaux, tandis que Léon Blum renonce à faire un discours d'opposition (2). Plus symptomatique encore, l'extrême droite triomphe sans jamais avoir acquis une majorité électorale : le meilleur score des nazis allemands est de 43,9 % des voix en mars 1933, et celui des fascistes italiens de 38 % en juin 1921, à l'exclusion des élections douze-mois d'avril 1924. Autrement dit, si l'extrême droite conquiert le gouvernement, c'est parce qu'elle obtient le soutien de forces complémentaires et l'accord quasi-unanime de la classe dirigeante. Dans ces conditions, le pari de vaincre l'extrême droite par les urnes apparaît à la fois comme une erreur tactique grave et comme une incapacité profonde à comprendre ce que signifie le fascisme.

La pusillanimité de la gauche et son rôle contre-révolutionnaire

Les socialistes apparaissent comme les plus pusillanimes. En Italie, ils signent en août 1921 un pacte de non-agression mutuelle avec les fascistes, pacte que ceux-ci s'empresseront d'annuler trois mois après. Malgré tout, l'*Avanti* du 22 mai 1922, le journal socialiste, titre encore « Ne pas résister » et prône une tactique anti-fasciste légaliste. En Allemagne, ils se refusent à la moindre épurée des cadres nazis dans l'administration lorsqu'ils entrent au gouvernement en 1928 ; au contraire, les sociaux-démocrates prônent officiellement une « politique de tolérance » (*Tolerierungspolitik*) vis-à-vis des

nazis ainsi que la tactique du « moindre mal » : c'est ainsi qu'ils soutiennent les chanceliers de droite Brüning puis Hindenburg, qui seront les fournisseurs de l'ascension de Hitler au pouvoir. Le 1^{er} mai 1933, ils participent même à la fête du travail organisée par les nazis ; un mois après viendra leur dissolution...

Aussi bien les socialistes que les communistes sous-estiment, dans un premier temps, la menace fasciste. Les communistes s'empêchent dans de multiples analyses marxistes et dogmatiques, marquées notamment par un catastrophisme économique : le fascisme serait le dernier symptôme de l'effondrement du capitalisme précédant la victoire du prolétariat. Pour le Komintern, « la dictature fasciste [...] est le plus faible gouvernement politique de la bourgeoisie en Allemagne » et doit être considérée comme « un phénomène économiquement rétrograde » (3).

Les communistes et le Komintern ne cessent de changer de ligne, passant de l'adoption de la fameuse ligne Schlageter d'entente avec le « national-bolchévisme » en 1923 à l'alliance avec les sociaux-démocrates au même moment, du « front unique » au combat prioritaire contre les « social-traitres » à partir de 1924. Entre les épurations constantes de leur appareil, les reculs scandaleux comme l'abandon de la grève générale lancée en octobre 1923 en Silésie et l'inféodation à l'URSS, ils désorientent ou laminent leur propre base et le mouvement ouvrier dans son ensemble. Ne parlons pas de l'Espagne où plus tard, à partir de 1936, les républicains, les socialistes et les stalinien sabotèrent consciemment l'effort révolutionnaire, seul capable de vaincre Franco de façon décisive, ni de la complicité à peine honteuse des démocraties occidentales, en particulier du Front populaire français, qui refusèrent d'intervenir à ce moment, contrairement aux nazis et aux fascistes qui aidèrent les franquistes.

Il faut, enfin, souligner que si les fascistes et les nazis ont pu s'avancer aussi facilement, c'est que les sociaux-démocrates avaient dégagé la voie en accomplissant le sale boulot voulu par la bourgeoisie face aux vagues d'agitation : écraser les forces révolutionnaires. En Allemagne, c'est le ministre social-démocrate Noske qui réprime l'insurrection spartakiste de janvier 1919 et la « République des conseils » de Bavière en avril de la même année. En Italie, ce sont les bureaucraties syndicales socialistes qui négocient avec le gouvernement pour briser le mouvement d'occupation des usines en été 1920 (4). Les jeux sont faits en 1921 ! L'écrasement des makhnovistes et de la commune de Kronstadt par les bolcheviques en Union soviétique ne fait que répondre à l'écrasement des insurrections révolutionnaires en Allemagne, en Italie, en Hongrie et ailleurs. Partout dans le monde, la contre-révolution a triomphé : la voie est libre pour le capitalisme d'Etat, fasciste ou stalinien.

Plusieurs conclusions peuvent être tirées de ces expériences historiques.

- Les élections et la démocratie ne garantissent pas la défaite du fascisme. Par exemple, celui-ci triomphe alors même que la gauche ne cesse de progresser électoralement : tandis que la social-démocratie recule en Allemagne, le Parti communiste ne cesse d'avancer, recueillant 16,9 % des voix en 1932, son maximum. En Italie comme en Allemagne, les fronts anti-fascistes qui englobent le centre et la droite classiques sont loin d'être minoritaires dans les urnes ;

- Les choix politiques ne sont pas indissociables des mutations économiques profondes et des orientations de la bourgeoisie, notamment du grand capital ; au niveau des partis politiques classiques, cela signifie de nombreux retournements de veste ;

- Les convergences idéologiques des fascistes sont importantes avec les socialistes autoritaires qui, comme les fascistes, voient dans le renforcement de l'Etat un progrès technico-social et s'appuient sur l'idée de nation, pour des raisons opportunistes ou réelles. L'avant-guerre est riche de ces mouvements ambigus : « nationaux-bolchevistes » de Hambourg (5), syndicalistes partisans de l'intervention militaire italienne pendant la Première Guerre mondiale à l'origine du fascisme, anciens communistes (Bombacci et Nicola) rédigeant le programme de la République Sociale Italienne de Salò (6), un quart du Parti communiste japonais rallié au système impérial japonais en 1933, marxistes infiltrés dans le système de planification japonaise pendant la guerre (7), « planistes » et « néo-socialistes » partisans d'un fascisme à la française (8). N'insistons pas sur la combinaison du « national-socialisme », vantée par tous les idéologues du fascisme. Du coup, ce sont souvent d'anciens socialistes autoritaires de haut rang qui prennent la tête de mouvements fascistes : Mussolini provient du parti socialiste, Edward Mosley du parti travailliste, Jacques Doriot et Vidkun Quisling du Parti communiste...

- Le fascisme procède lentement mais sûrement, nul besoin de coups d'éclats, pas de coup d'Etat, mais un gradualisme, une

infiltration des hommes, des idées et des politiques ; la mise en place de l'Etat totalitaire est progressive : trois ans s'écoulent entre l'arrivée au pouvoir de Mussolini et l'instauration des lois fascistissimes, tandis que les nazis sont plus rapides (un an pour la création du parti unique) ;

Démoniser le fascisme revient à le favoriser

- Le fascisme maintient des formes démocratiques, plus ou moins de façade ; les consultations référendaires sont même marquées par un taux de participation plus important qu'auparavant, sans que la coercition exercée sur les électeurs explique tout ;

- Le fascisme gagne malgré de prétendues « victoires ouvrières », aussi bien en Allemagne qu'en Italie, avec ou sans grève générale, pendant ou après le procès de fascisation, les bureaucraties syndicales vont obtenir des avantages : augmentation des salaires, journée de huit heures, obtention de conventions collectives, conseils d'entreprise. Le fascisme italien, le national-socialisme allemand, le pétainisme, le franquisme et d'autres régimes encore, ne cesseront de promouvoir un encadrement corporatiste de l'Etat et des organisations ouvrières.

Ceux qui démontrent actuellement le Front national en France font non seulement l'économie d'une analyse réfléchie mais tentent aussi de nous égarer sur la manière dont les idées et les hommes fascistes rongent la société, et donc sur la manière de les contrer. Plus subtil, offrant des visages accueillants, sociaux et légalistes, le fascisme gagne à lui ceux qui sont déconcertés par la présentation intéressée qu'en font les politiciens de gauche. Et lorsque la répression s'abattra vraiment, il sera trop tard.

Calquer la situation d'avant-guerre sur la situation actuelle serait aussi ridicule qu'inopérant. Les conditions évoluent en effet, mais pour cette même raison, toutes les perspectives sont possibles. Certes, la progression du Front national ne s'est pas faite au détriment d'un mouvement pré-révolutionnaire, elle n'est tout au plus qu'une réaction d'aigreur de la petite et moyenne bourgeoisie. Mais il faut rappeler que le nazisme et le fascisme constituaient précisément une alliance entre cette fraction de la bourgeoisie et le grand capital, dans un contexte d'atomisation sociale et de remises en cause idéologiques auquel s'apparente, en moins exacerbée, la conjoncture des années quatre-vingts.

Le danger de l'extrême centre

La théorie de l'extrême centre avancé par S.M. Lipset est même d'une étonnante actualité. D'après ce sociologue, chacune des trois grandes forces sociales (bourgeoise, classe moyenne, prolétariat) se divise en deux tendances antagonistes, l'une extrême, l'autre modérée ; selon lui, le fascisme n'est pas autre chose que l'aile extrémiste du courant centriste, la dictature militaire classique et le stalinisme correspondant aux deux autres forces. Or, actuellement, qui représente sociologiquement le centre en France sinon la « nouvelle petite bourgeoisie urbaine » formée au cours des années soixante-dix ? Cette couche est d'abord représentée politiquement par la « deuxième gauche » socialiste et rocardienne puis, après la faille idéologique et économique de celle-ci, par

les politiciens écologistes qui sont en train de prendre la relève (9). Les récents propos de Brice Lalonde vont bien dans ce sens, celui d'un regroupement « des socialistes-libérés, des écologistes efficaces et des centristes rénovateurs » (10). Mais pour aller où ?

Politique-fiction ? Délire, chimère ? L'histoire nous a malheureusement montré que tous les revirements étaient possibles. Que peut-on attendre d'un Chevènement qui nous promet de ravir le nationalisme à la droite au profit de la gauche, ce nationalisme qui constitue précisément le ciment idéologique du fascisme ? D'un Mitterrand évoquant un « seuil de tolérance » pour les immigrés, dada qui vient d'être ré-enfourché par Chirac, ou d'un Lajoinie se déclarant en juin 1987 prêt à « disputer les couches populaires au FN » ? D'un Waechter nous faisant le coup du « ni-ni », mais participant au cirque électoral ? Ou encore d'un Lalonde prêt à manger à tous les râteliers, à nous faire croire que les centristes bon teint, lâches et bien-pensants, représentent un facteur de progrès ? Si ce n'est pas Le Pen, ce peut-être un autre. Peu importe les noms, c'est la politique menée qui convient au système et à ses dirigeants.

La position des anarchistes, qui doivent se battre sur plusieurs fronts, n'est pas facile. Deux questions sont à retravailler au regard de l'expérience historique et des évolutions actuelles : celle du « frontisme », du large front anti-fasciste et pluri-classiste qui a, en particulier, montré ses limites et ses dangers lors de la révolution espagnole (les réflexions bordiguistes sont, à cet égard, décapantes) ; et celle des risques que peut entraîner le mot d'ordre de grève générale lorsque les anarchistes n'ont pas les moyens de l'appliquer jusqu'au bout : malgré le succès de la grève générale contre le putsch allemand de Kapp en 1920, c'est aussi en lançant de façon répétée et désordonnée les travailleurs dans des grèves générales infructueuses, en évitant tout prolongement insurrectionnel ou autogestionnaire, que les socialistes et les communistes ont découragé la base anti-fasciste. Certaines grèves générales furent même des échecs retentissants qui ouvrirent un peu plus le chemin au fascisme. Malatesta, Luigi Fabbrì et Camillo Berneri, notamment, ont écrit à ce sujet des textes dont les principes restent encore valables.

Philippe Pelletier

(1) Pierre Milza et Marianne Benteli, *Le Fascisme au XX^e siècle*, éd. Rieder, Paris - 1973, 420 p.
(2) Philippe Burrin, *La Dérive fasciste - Doriot, Déat, Bergery - 1933-1945*, éd. du Seuil, Paris - 1986, 536 p.

(3) Nikos Poulantzas, *Fascisme et dictature - la 3^e Internationale face au fascisme*, éd. Maspéro Paris-1970, 406 p.

(4) Voir, par exemple, le numéro d'*Itinéraire* n° 5/6 sur Errico Malatesta, de juin 1989 et l'article de Giorgio Sacchetti « Face au fascisme », p. 62-65.

(5) Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires*, éd. Hermann, 1973, 773 p.

(6) Thierry Buron et Pascal Gauchon, *Les Fascismes*, PUF, Paris-1979, 180 p.

(7) Masao Maruyama, « Théorie et psychologie de l'ultra-nationalisme », *Le Débat*, n° 21, 1982, p. 105-130.

(8) Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France*, éd. Seuil, Paris-1983, 416 p.

(9) Cf. *ML* n°763 du 5/10/1989 : « L'écologie politique, la nouvelle social-démocratie », n° 814 du 7/2/1991 : « Le danger éco-fasciste » et n° 827 du 9/5/1991 : « Ecologie : "équivoque" ».

(10) « Lalonde : OPA sur les Verts ! », *Le Progrès* du 15/6/1991.

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

« IRLANDAIS DE VINCENNES »

La fiction de l'Etat de droit

Au nom de la raison d'Etat, c'est un procès sur fond de scandale politique auquel nous avons eu droit durant les dernières journées de juin, dans le cadre de l'épilogue de l'affaire des « Irlandais de Vincennes »...

LES 24, 25 et 26 juin, l'affaire des « Irlandais de Vincennes », premier scandale du premier septennat Mitterrand, a connu son épilogue judiciaire, neuf ans après les faits ! Neuf ans de scandales, du début à cet enterrement. L'ex-capitaine Barril, ex-patron du tristement célèbre GIGN, n'y est apparu que comme témoin, lui qui a commis toutes les irrégularités de procédure et qui, comme le substitut Domingo le rappelle, « a amené les armes et les explosifs chez les Irlandais avant la perquisition, c'est sûr à 95 % ». Totale impunité pour le gendarme du Président, qui connaît trop de secrets d'Etat. Ne comparaissent donc que l'ex-commandant Beau et l'ex-major Windels, pour subornation de témoins. Pour faire coller les faits à la vérité élyséenne, dévoilée le jour même de l'arrestation par un communiqué triomphaliste, ils ont ordonné à leurs subordonnés de gendarmes de mentir au juge d'instruction : tout devait s'être déroulé normalement. Et puis l'homme du Président, le toujours-préfet Prouteau, qui comparait suspecté pour complicité de subornation, suspecté d'avoir transmis à Beau les procès-verbaux des auditions du juge d'instruction pour que, de part et d'autre, on accorde ses violons. Enfin, Bernard Jegat, celui qui a mouchardé les Irlandais à Barril et lui a fourni

les armes retrouvées chez eux. Un véritable secret de Polichinelle, mais qui lui vaut d'être inculpé pour détention d'armes pour en avoir fait la révélation dans l'espoir de faire plonger Barril. Neuf ans de scandales et de révélations, trois jours de procès et d'auditions pour en arriver à ces réquisitions : pour Beau et Jegat, un an avec sursis, pour Windels, quatre mois avec sursis. Ils sont déjà couverts par l'amnistie. Pour Prouteau, le tribunal appréciera.

Moralité : comme le rappelle Maître Comte, avocat de la partie civile et défenseur des Irlandais, « en cette fin de siècle, où le pouvoir judiciaire est baillonné, impuissant, où ceux qui révèlent la vérité sont sanctionnés, où plus on monte dans la hiérarchie, plus le mensonge est grand, où est la démocratie et l'Etat de droit ? ». Les anarchistes, eux, dénoncent depuis toujours cette fiction. Pour ceux qui y croient encore, jugement le 24 septembre. Il restera onze mois pour inculper Barril, avant prescription. A moins que, d'ici là, d'autres scandales ne les rattrapent.

Denis Marchand

MANIF EN FAVEUR DES DEBOUTES DU DROIT D'ASILE

La Fédération anarchiste appelle à la manifestation de soutien aux déboutés du droit d'asile, conjointement aux organisations de soutien, le samedi 6 juillet à 14 h, place de la République.

« Le Monde Libertaire » prépare la rentrée

Le 12 septembre, pour le n°836, nous vous proposerons de nouvelles rubriques. Afin de fidéliser nos lecteurs (les augmenter !), et renforcer, comme le rappelle l'administration, la tradition « éducationniste » de notre mouvement, nous ferons appel à des plumes, des plumes noires ! Rassurez-vous, vous retrouverez l'éditorial en une, la page « Arguments » en page 2, les pages « Dans le monde » et « Expressions »... mais nous vous offrirons de nouveaux espaces qui, au fil des semaines, nous l'espérons, deviendront eux aussi incontournables : « Nouvelles brèves » (en page « Société » ou « Social »), « Nouvelles du front » (une réapparition !), les « Couacs des médias » et autres petites chroniques dont nous vous réservons la surprise. Dès cet été, nous allons, ensemble, militants de la Fédération anarchiste, administration et comité de rédaction, réfléchir à des dossiers réguliers sur des thèmes précis, pour les mois à venir. Aussi, nous comptons sur vous. Lisez, faites lire le Monde Libertaire. Abonnez-vous. Ça ne coûte pas (trop) cher et ça peut rapporter... plus que le Loto, un peu d'idéal !

La rédaction

IMMIGRATION

Déboutés du droit d'asile



Malgré des mois d'une campagne menée par les associations pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur le drame vécu par des dizaines de milliers de demandeurs d'asile déboutés, victimes d'un changement brutal de politique à leur égard, aucun signe d'ouverture n'était perceptible au début de l'année 1991.

Contraints, pour se faire entendre, à des actions désespérées, plus de 200 déboutés de diverses nationalités entamaient au mois d'avril dernier des grèves de la faim illimitées et ce, à travers toute la France.

Devant l'ampleur du mouvement et la détermination des grévistes, le gouvernement, fin mai, acceptait d'ouvrir enfin les yeux sur une situation insoutenable.

Le 24 mai, M. Jean-Louis Bianco, ministre des Affaires sociales et de l'intégration, recevait une délégation des grévistes de la faim et du Réseau d'information et de solidarité. Au nom du gouvernement, il affirmait avec force sa volonté d'aboutir à une solution juste et équitable pour l'ensemble des déboutés. Pour y parvenir, une concertation s'engageait entre les administrations et les organisations concernées.

Au terme de cette concertation, il est malheureusement à craindre qu'on en soit revenu à la case départ...

Les bases sur lesquelles repose la circulaire à paraître ne pourront probablement pas lui permettre de répondre à la situation,

car elles ne font que confirmer, en les retouchant légèrement, celles de la « circulaire Pandraud » du 5 août 1987, devenue totalement inadaptée à la situation actuelle.

Retour à la case départ

Avant qu'il ne soit trop tard, les organisations soussignées appellent le gouvernement à faire preuve de responsabilité :

- Maintien durable du droit au séjour et au travail pour tous les déboutés entrés en France avant le 1^{er} janvier 1990 ;
- Pour les déboutés entrés en France après cette date, maintien provisoire du droit au séjour et au travail pour leur permettre d'être entendus de façon approfondie et équitable par l'OFPPA.

Les organisations mettent en garde le gouvernement contre des décisions sans portée réelle, qui, par le maintien de fait du *statu quo*, seraient, à long terme, catastrophiques.

Réseau d'information et solidarité

Sont signataires de cet appel : Accueil et promotion ; CAIF ; CIEMI ; CIMADE ; CLAP ; FASTI ; GISTI ; GREC ; MRAP ; Pastorale des migrants ; Aide et soutien aux Haïtiens en France (AISO-HAF) ; Réseau comité de travail des Turcs et des Kurdes en France ; Aide aux demandeurs d'asile d'Afrique centrale (ADAAC) ; Aide aux demandeurs d'asile d'Afrique de l'Ouest (ADA AO) ; Collectif femmes immigrées (CFI) ; Groupe Cap-Vert - Guinée Bissau ; Fédération anarchiste.

Amis lecteurs

Bien que la réduction des coûts de fabrication, l'informatisation et le lancement de la nouvelle formule aient porté, d'une façon sensible, leurs « fruits », la situation financière de notre hebdomadaire reste préoccupante.

Difficile, certes, la conjoncture l'est toujours, en particulier pour la presse libre, sans subventions d'Etat, sans soutien mercantile. Pourtant, la parole anarchiste doit mener le combat pour la Liberté sur tous les fronts !

Réforme administrative, amélioration de la gestion, suivi plus rigoureux, diminution des coûts, tous les militants investis dans ces tâches persévèrent quotidiennement afin que le Monde Libertaire soit l'outil indispensable au service d'une action et d'une réflexion qui se veulent résolument anti-autoritaires.

Pour retrouver un équilibre budgétaire qui nous permette d'envisager l'augmentation de la pagination et une meilleure distribution dans tous les points de vente, une mobilisation de toutes nos forces, est plus que jamais nécessaire.

Qu'il s'agisse des ventes militantes, de la promotion et du contenu de notre organe de presse, il nous reste, tous ensemble, à faire un effort supplémentaire !

Amis lecteurs, vous avez été toujours fidèles au rendez-vous et lorsque l'administration du journal fait paraître régulièrement ses « petits billets » dans le Monde libertaire, cela prend, traditionnellement, la forme d'un appel à la souscription, aux prélèvements automatiques, à l'abonnement...

Votre fidélité, vos contributions financières, nous ont permis, jusqu'à ce jour, cahin-caha, malmenés par les événements et les hommes, de continuer l'œuvre de Joseph Dejacque, Sébastien Faure et Louise Michel.

Mais notre vœu le plus cher serait, encore plus que par le passé, de renforcer la tradition « éducationniste » de notre mouvement. Faire de notre journal un lieu de rencontre et de réflexion au service de l'individu, de son émancipation, ou, comme le disait P.-J. Proudhon « une démocratie active serait

le meilleur garant contre toute forme de dogmatisme », tel est toujours l'objectif vers lequel tendent les anarchistes sur le chemin de la Révolte et de la Mesure, sur celui de la Justice et de la Liberté.

Si nous persévérons dans cette voie, si nous coordonnons plus efficacement nos efforts, alors, à n'en pas douter, un avenir plus serein s'ouvrira à notre journal et à notre mouvement. Avec l'aide, la compréhension et la participation de tous ceux qui partagent notre idéal, œuvrons à la réalisation de cet objectif.

Les administrateurs

SOUSCRIPTIONS

Mois de mai 1991

A. Dupont : 10 000 F ; F.A. : 4 500 F ; C. Batoufflet : 470 F ; M. Vignessoule : 60 F ; E. Fauvel : 60 F ; J.-L. Dutartre : 60 F ; G. Millot : 110 F ; M. Ferreira : 210 F ; S. Dupin : 110 F ; J. Rosell : 60 F ; G. Baudet : 60 F ; Bendjia : 60 F ; M. Barry : 110 F ; A. Cherain : 60 F ; T. Preux : 60 F ; P. Viresoluy : 60 F ; G. Bartelletti : 60 F ; M. Gadonna : 60 F ; Bouzin : 60 F ; R. Rigot : 60 F ; Boluda : 60 F ; C. Godmer : 60 F. Total du mois de mai : 16 410 F.

Mois de juin 1991

S. Estorgues : 60 F ; fête de soutien au Monde libertaire de « Sarthe Libertaire » : 1 000 ; F. Domingo : 60 F ; Y. Thébaud : 60 F ; J. Sergent : 60 F ; M. Alcon : 146,50 F ; P. Petitdidier : 60 F ; D. Teyssier : 200 F ; P. Michiaud : 210 F ; F. Mignot : 1 000 F ; P. Roussel : 60 F ; J.-M. Lacroute : 70 F ; H. Mellich : 60 F ; Y. Houchot : 60 F ; U. Beaufrès : 60 F ; P. Auguste : 100 F ; P. Bouey : 60 F ; S. Mezure : 30 F ; J.-J. Gandini : 210 F ; R. Pantalès : 60 F ; D. Nivet : 60 F ; M. Giraud : 60 F. Total du mois de juin : 2 846,50 F.

EN BREF

« NOIR ET ROUGE »

Cette revue, dans son numéro d'été, tente de concilier la fête et la lutte autour d'un dossier : « Fête et révolution ». Numéro disponible à la librairie du Monde Libertaire. Prix : 22 F. Noir et Rouge c/o « Samedi soir, dimanche matin », BP 22, 75666 Paris cedex 14.

LARZAC

En août, du 15 au 18, à l'occasion d'une opération « Fermes ouvertes », le Larzac s'anime. Etant donnée l'ampleur du programme offert pendant ces quatre journées, il tend à montrer qu'il est même bien vivant ! Débats, rencontres, inaugurations, expositions, projections, fête... Vous naviguerez entre les luttes locales, les sujets brûlants de l'actualité, l'artisanat, l'énergie douce, la musique et la gastronomie... « Rencontres Larzac », Potensac, 12100 Millau. Tél. : 65.60.62.33.

RESEAU D'ENTRAIDE

Lors des manifestations lycéennes de novembre, nous avons été quelques-uns à mettre en place un collectif pour l'amnistie des manifestants condamnés. Exclue du système scolaire, ils étaient descendus sur Paris avec les lycéens pour faire entendre leur voix. Des condamnations les avaient frappés.

Si beaucoup de monde était auprès des lycéens pour réclamer des gommes et des crayons, peu se sont solidarisés avec les jeunes exclus. Pour nous, il n'y avait pas à tenir de discours moralisateurs sur leur action. L'entraide et la solidarité étaient justes et légitimes.

De la même manière, nous étions solidaires des jeunes de Vaux-en-Velin condamnés après l'assassinat, par la police, de Thomas Claudio.

Interpellations, tabassages, vexations, ratonnades, sont pour des milliers de personnes le lot quotidien de leur « confrontation » avec l'institution policière.

Chargée de maintenir l'ordre d'un système qui produit misère et exclusion sociale, la police devient de plus en plus active et est dotée de moyens considérables. Mais comme cela ne suffit plus, on assiste depuis dix ans à la multiplication de polices parallèles : vigiles, sociétés de gardiennage, GIPR (métré), polices municipales. On ne compte plus les « bavures » de ces suppléments de l'ordre sécuritaire... Le gouvernement, pour mettre de l'ordre et « moraliser » toutes ces officines, nous promet une loi...

Nous avons voulu aller au-delà de simples déclarations indignées, prononcées par nombre d'associations ou d'organisations politiques disant défendre les droits de l'homme et du citoyen, la « cause » des immigrés. Aux mots et aux discours, aux cas médiatisés, nous voulons opposer une solidarité active et collective, qui ne fasse pas le tri entre les « bons » et les « mauvais ».

Certes les cas sont différents. Tous ne tombent pas sous les mêmes juridictions ni pour les mêmes motifs (antimilitaristes, immigrés, antifascistes...) aussi, agir et développer l'entraide, faire connaître des cas, ne pas laisser les individus isolés, faire une chaîne de la solidarité, tel est notre objectif.

A l'exclusion, nous voulons répondre par une solidarité et une entraide directes. Nous relayons ces activités par une lutte contre l'ordre sécuritaire, répressif, autoritaire, nécessaire au système économique capitaliste et participons aux actions menées par les comités et associations sur tous ces sujets. Nous ne voulons pas laisser l'individu seul face au rouleau compresseur de la répression. Ce n'est que par la solidarité concrète et active que nous pourrions lutter contre l'exclusion, en reconstruisant des tissus sociaux.

Travail juridique, mandats pour les emprisonnés, correspondance, luttes à l'extérieur, le réseau sera un outil le plus large possible, pour faire entendre nos voix contre l'ordre sécuritaire. Contacts : Réflex, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. : 42.50.99.43 et SCALP, BP 66, 94501 Champigny cedex.

D'après infos de Réflex et du SCALP.

La revue « Hérodote »

Alors que tout esprit critique sait pertinemment que les comparaisons en histoire doivent être maniées avec la plus grande précaution, le parallèle avec 1938 devient un passage obligé. Chemin faisant, l'insulte remplace le débat d'idées. Ceux qui refusent la logique de guerre sont quasi-automatiquement affublés du qualificatif outrancier de « munichois » sans qu'ils disposent d'une réelle possibilité de réponse (Cf. Appel de journalistes, *L'Envers des médias* n°1).

NOMBREUX ont été ceux qui, pendant la guerre du Golfe, ont été choqués par l'attitude des médias, en particulier les médias audio-visuels, mais aussi par le comportement des intellectuels qui ont abdiqué leur faculté de raisonnement et d'analyse pour devenir de vulgaires propagandistes. Si, dans un sens, cela a un côté rassurant - ce n'est pas parce qu'on est un intellectuel qu'on ne dit pas de conneries - cette situation reste inquiétante parce qu'elle est révélatrice de l'état de dégradation et d'aviissement de la pensée critique dans l'ensemble de notre société.

Ce qui est préoccupant, ce n'est pas tant que des intellectuels aient pris position en faveur de l'intervention occidentale dans le Golfe, ou en faveur de cette forme d'intervention-là des puissances occidentales, que la déficience de l'argumentation qu'ils avançaient aussi bien pour défendre leur point de vue que pour critiquer celui des opposants à l'intervention militaire.

La curiosité intellectuelle a tragiquement fait défaut : la recherche des causes profondes de la crise, des motivations des différents acteurs, l'examen des conséquences possibles des choix qui ont été faits, ont rarement dépassé le niveau du sens commun, de l'opinion toute faite. Les opposants à l'intervention militaire ont systématiquement été assimilés à des partisans du dictateur de Bagdad. Le simplisme confondant des arguments, en particulier à travers le rappel obsessionnel à Munich, a permis de faire l'économie de la recherche des origines du conflit dans l'extrême complexité de ses déterminations.

C'est pourquoi il ne me paraît pas exagéré de parler de trahison des intellectuels, à

quelques exceptions près, non pas parce qu'ils auraient dû nécessairement être opposés à l'intervention militaire, mais parce qu'ils sont devenus les prédicateurs d'une cause qu'ils ont défendue sans intelligence, sans arguments, et en étalant avec une ostentation scandaleuse la plus crasse ignorance de ce dont ils parlaient.

L'exemple typique de ces intellectuels est Yves Lacoste, dont l'argumentation est examinée ici. Mais pourquoi Lacoste ? Le choix est largement déterminé par l'estime que lui a gagné son travail dans le domaine de la géopolitique, et par la déception provoquée par sa démission en tant que chercheur dans la question de la guerre du Golfe.

Mais il va de soi que, au-delà de Lacoste, ce sont aussi tous ceux qui pourraient se reconnaître dans l'argumentation de Lacoste qui sont visés ici.

L'amalgame

La revue *Hérodote* a publié un numéro consacré à la guerre du Golfe intitulé *L'Occident et la guerre des Arabes*, titre qui suggère que les Arabes se sont fait la guerre entre eux et que les Occidentaux ne sont intervenus qu'incidemment.

Lacoste s'appuie sur des faits ; il rappelle :
- que la guerre a commencé par l'invasion d'un Etat arabe par un autre Etat arabe ;
- que huit Etats arabes sur dix-sept ont participé activement à la coalition ;
- que les troupes de Saddam Hussein aujourd'hui écrasent, entre autres, les Arabes chiites d'Irak ;
- qu'à Koweït-City des Arabes pourchassent les Palestiniens.

Ces faits sont incontestables. Mais un pro-

blème de méthode se pose : quelles conclusions peut-on tirer de la simple constatation de faits bruts, comme ceux auxquels Lacoste se réfère ? Devrait-on conclure, par exemple, de ce qu'en mars 1871 des troupes essentiellement composées de Bretons ont écrasé le petit peuple de Paris, qu'il s'agissait d'une guerre civile entre Bretons et Parisiens ? Cette méthode « minimale » et, il faut le dire, simpliste, ne conduit-elle pas à négliger le sens et le contenu réels du fait historique examiné ?

L'approche proposée par Lacoste de la guerre relève de la même méthode que celle de nos chaînes de télévision :

- l'amalgame : l'assimilation de deux séries de faits qui ne sont pas comparables, ou qui n'ont aucune commune mesure entre eux ;
- l'omission : l'exposé de faits qui confirment la thèse qu'on veut accréditer, et l'omission de faits qui contredisent ou qui nuancent cette thèse ;
- la déformation : l'exposé de faits exacts présentés sous un jour faux ;

En d'autres termes, le discours de Lacoste est plus intelligent et plus habile que celui de Guillaume Durand, mais tout aussi manipulateur. Voyons cela de plus près.

La mystification la plus importante de cette guerre, et que Lacoste contribue à entretenir, concerne l'amalgame qui a été fait tout au long du conflit entre la puissance militaire, la force de frappe et l'organisation de l'armée de Saddam Hussein et celles d'une armée d'une grande puissance industrielle (le million de soldats, la quatrième armée du monde, le matériel sophistiqué, etc.).

Or, la simple constatation de faits antérieurs à l'occupation du Koweït aurait pu suffire à remettre les pendules à l'heure : les lamentables performances de l'armée irakienne pendant la guerre avec l'Iran.

On comprendra que les journalistes n'aient rien vu, puisque la plupart d'entre eux ne sont payés que pour montrer ce qu'on leur dit de montrer. Il aurait suffi d'interroger des spécialistes du Moyen-Orient (des vrais, pas des spécialistes autoproclamés), mais ceux-là, on les a tenus soigneusement à l'écart.

Les experts militaires, eux, devaient le savoir, mais ils n'ont rien dit. Ou alors ils étaient incompétents :

- 1.- L'armée irakienne était incapable de mener simultanément plusieurs opérations un tant soit peu complexes, nécessitant un minimum de coordination entre les différentes armes ;
- 2.- L'armée irakienne était handicapée par des problèmes graves en matière d'intendance, de transports, d'approvisionnement, ce qui lui interdisait toute opération un tant soit peu longue.

Ces deux constats disqualifiaient donc totalement l'armée irakienne, malgré sa taille (par ailleurs surévaluée), comme armée capable de se mesurer effectivement à un adversaire réellement efficace. Elle était capable de massacrer les Kurdes avec facilité, contre un adversaire de taille équivalente elle n'a abouti à rien après huit ans de guerre ; contre l'armée d'un pays industriel développé elle n'avait aucune chance, et les dirigeants politiques et militaires occidentaux le savaient, bien qu'ils aient constamment entretenu dans l'esprit des populations la possibilité d'une confrontation importante.

Aux deux réserves mentionnées ci-dessus, il faut ajouter qu'une armée équipée de matériel sophistiqué se trouve dans une dépendance considérable envers la logistique, c'est-à-dire l'ensemble des opérations liées à l'entretien, aux réparations, à la fourniture des pièces de rechange, toutes choses que l'armée de Saddam Hussein ne maîtrisait pas, le blocus n'arrangeant par ailleurs pas les choses... Précisons enfin que si le matériel dont disposait l'armée irakienne

provenait des pays industrialisés, et pouvait donc impressionner, c'était un matériel obsolète par rapport à celui dont ses fournisseurs disposaient pour eux-mêmes.

Si donc on peut débattre des intentions impérialistes de Saddam Hussein, il faut le faire à la lumière des quelques précisions faites ci-dessus, et non à partir d'arguments qui relèvent plus de la propagande (ou de la bêtise) que de l'analyse. Il est évident que la surévaluation de l'armée irakienne avait pour but de justifier l'ampleur des opérations militaires et des bombardements.

L'omission

Lacoste ne se demande pas pourquoi les Etats-Unis étaient si pressés d'entrer en guerre, pourquoi ils étaient si acharnés à écarter toute solution négociée (1). Il n'est pas curieux. Il n'envisage pas l'hypothèse que Bush voulait cette guerre. Il manque d'imagination. Il n'a jamais entendu parler du Central Command, créé sous la présidence de Carter, dont le champ d'opération couvre une région qui va de l'Egypte au Pakistan et dont l'un des objectifs est de réaliser l'implantation US dans le Golfe (2) : « *factuel déploiement des forces américaines a donné au Pentagone quelque chose que les Saoudiens lui avaient toujours refusé : le droit de conduire des exercices en Arabie Saoudite* » (3). Le savoir de M. Lacoste est sélectif.

A aucun moment Lacoste n'envisage la possibilité - que certains journalistes américains n'ont pas écartée - que l'intervention américaine avait peut-être quelque chose à voir avec la récession que subissent les Etats-Unis : « *La guerre du Golfe a chassé tous les autres problèmes intérieurs de la première page des quotidiens* » écrit Richard Barnet dans *Le Monde diplomatique* (4) ; mais Lacoste ne s'intéresse pas aux problèmes économiques : il ne sait pas que la situation économique des Etats-Unis est catastrophique, il n'a jamais entendu parler du colossal déficit budgétaire, de la dette.

La déformation

« *De nombreux Etats arabes (huit sur dix-sept), et d'abord l'Egypte, la plus grande des nations arabes, ont participé activement à la coalition, y compris dans sa phase finale, celle de l'offensive terrestre.* »

Les faits mentionnés ne sont pas contestables. Ce sont les adjectifs qui le sont. On peut relever dans cette simple phrase trois éléments manipulateurs.

- 1.- L'adjectif « nombreux », par exemple, n'a qu'une valeur relative au nombre total d'éléments considérés. Ce total, que Lacoste nous indique, est de 17. « *Nombreux* », dans le langage de Lacoste - à savoir ! - signifie donc moins de la moitié...

- 2.- Ensuite, on nous parle de l'Egypte comme de « *la plus grande des nations arabes* ». Lacoste veut-il dire par là que l'Egypte est la nation arabe la plus peuplée ? Ou la plus étendue ? On verra qu'en réalité, Lacoste perçoit l'Egypte comme la nation arabe dont la politique est la meilleure parce qu'elle est la plus alignée sur celle des puissances occidentales.

- 3.- Enfin, ces Etats arabes ont participé « *activement* » à la coalition. C'est faire peu de cas des invraisemblables tractations et marchandages qui ont présidé à l'entrée de l'Egypte dans la coalition. C'est faire peu de cas des concessions, sur le dos du Liban, en échange desquelles la Syrie est entrée dans la coalition. Mais Lacoste pense sans doute que la participation de la Syrie était motivée

par le souci de la défense du droit international. La participation de la Syrie était d'ailleurs tellement « active » et sûre que lorsque le premier SCUD est tombé sur Israël, les soldats syriens participant à la force multinationale ont fêté l'événement. Elle était tellement active que les dirigeants américains paniquaient à l'idée qu'Israël réplique, provoquant ainsi l'effondrement de la participation des Etats arabes à la coalition.

Parmi les « nombreux pays », pas nécessairement arabes mais du tiers monde, qui ont envoyé des contingents, on peut citer le Sénégal, 500 soldats, le Niger, 400 soldats, la Sierra Leone : une « équipe médicale » de 24 personnes. Il va sans dire que Lacoste est convaincu que ces pays, par ailleurs écrasés, comme tous les pays du tiers monde, par leur dette extérieure, ont agi par conviction de défendre le droit international, et non pour négocier les conditions du remboursement de ladite dette. On pourrait enfin conclure que parmi les « nombreux pays arabes » auxquels Lacoste se réfère, pas un n'a un gouvernement démocratique, c'est-à-dire que pas un n'est représentatif de quoi que ce soit sinon de la volonté de ses dirigeants (5).

Lacoste écrit, page 12 : « *La volonté qui a poussé les Etats-Unis est la volonté de ne pas laisser l'Irak devenir le troisième producteur mondial de pétrole et un tout premier exportateur mondial. Et cela pour éviter que les énormes revenus mis à la disposition de Saddam Hussein lui permettent de disposer d'un potentiel militaire encore plus puissant et redoutable, ce qui aurait permis de détruire Israël, de prendre le contrôle d'une grande partie du monde arabe et d'y établir un régime totalitaire et impérialiste.* »

1.- L'Irak serait devenu le troisième producteur mondial s'il avait réussi son annexion du Koweït. Cet argument a été très largement employé pour justifier l'intervention militaire. Le fait en lui-même n'est pas contestable. L'omission - qui peut être tout simplement une ignorance - consiste à faire croire que cela aurait changé quoi que ce soit. Le problème n'est pas qu'un pays contrôle la production d'une fraction importante d'une matière énergétique vitale pour l'Occident, mais qui en contrôle le prix. On nous l'a seriné à longueur de journée : il ne faut pas que l'Irak contrôle le prix du pétrole. L'argument aurait quelque valeur si les pays producteurs, de pétrole ou de n'importe quelle matière de base déterminaient les prix. Or ce n'est jamais le cas. Les prix des matières de base, du pétrole, du cacao, du caoutchouc ou de l'arachide, sont déterminés par des mécanismes complexes qui échappent totalement aux pays producteurs et dont le principe consiste à encourager la surproduction pour faire baisser les prix.

On oublie d'ailleurs qu'avant l'invasion du Koweït, l'une des réclamations de l'Irak était que le Koweït et les émirats arabes respectent les quotas pétroliers qui leur avaient été attribués, car leur surproduction - 40 % - maintenait le prix du baril trop bas et étranglait l'Irak.

Le discours de Lacoste peut enfin se caractériser d'une dernière manière, le délire.

Comment peut-on appeler cela autrement, lorsqu'on lit (page 5) que « *la presse française a exprimé des points de vue très différents sur ce qu'il convient de faire ou de ne pas faire [et que] toutes les tendances politiques, notamment celles qui étaient plus ou moins favorables à la politique irakienne (6), ont pu exposer largement leur point de vue ou leurs divisions et vitupérer le gouvernement, grâce au*

NOUVELLE Page blanche

J'ai des moments d'inconscience. Emporté par mon bon cœur, je me laisse aller à promettre des choses que par la suite je suis incapable de tenir.

Et une fois de plus j'ai promis. A la fin de l'année dernière, un ami m'a demandé une nouvelle originale pour les dix ans de *Radio-Libertaire*. J'ai tiqué sur l'adjectif « original » que je n'étais pas sûr d'avoir bien compris, mais j'ai promis. Dernier délai : 15 janvier 1991, au matin.

Comme toujours j'ai trainé. Pas tellement par paresse, mais j'avais tout un tas de choses à faire, tout un tas de préoccupations.

Le 14 janvier, j'ai pris mon stylo, mais la feuille est restée blanche. Panne d'imagination. J'ai téléphoné : on a consenti à reporter le délai au 17 janvier. Dernier sursis.

Le 16 janvier, j'ai donc remis ça, mais je suis resté sec. Aucune inspiration, mon esprit était ailleurs. Je me suis dit : « *Il faut absolument que j'insiste. Qu'est-ce qu'ils vont penser à Radio-Libertaire ? Ils sont capables de ne plus jamais m'inviter et c'est la seule radio qui, de temps en temps, consent encore à me donner la parole.* ». Le 16 janvier à minuit, toujours rien. Je triturerai désespérément mon stylo et mes méninges, mais la feuille était toujours blanche.

Le 17 janvier 0 h 35 du matin, je ne sais pas comment ça c'est passé, une énorme tache de sang est venue s'écraser sur ma feuille blanche. La guerre du Golfe venait de commencer.

Denis Langlois

(in « *Libres comme l'air* », éditions du Monde Libertaire, 1991)

SUPPOTS DES VA-T-EN-GUERRE

et la guerre

concours intéressé des divers médias ». C'est, dit encore Lacoste, « la première fois que se déroule en France un grand débat véritablement contradictoire sur l'éventualité d'une guerre et les raisons de celle-ci ». Aussi, « le large débat géopolitique qui vient de se dérouler en France sur la guerre du Golfe peut-il être considéré comme une nouveauté historique. » (page 6)...

Page 19, Lacoste récidive : « le déclenchement de la guerre du Golfe a été précédé dans les pays démocratiques, en France et aux Etats-Unis notamment, par de grands débats géopolitiques qui sont une véritable nouveauté historique. » On termine en apothéose (page 21) : le « grand débat géopolitique qui a duré des semaines [a] renforcé la cohésion nationale » : « Avec les Maghrébins qui vivent en France, et surtout avec leurs enfants, les liens de la société française se sont renforcés et consolidés » !...

Le délire

Mais sur quel nuage vit donc Lacoste ? N'a-t-il jamais rencontré de jeunes Beurs, qui auraient pu lui raconter leur écoeurement devant l'attitude des autorités et des médias français, les propos racistes, les provocations, auxquels ils devaient faire face chaque jour, en liaison directe avec les événements ? N'a-t-il aucune idée des avertissements presque obsessionnels de leurs anciens qui, tout au long de la guerre, les exhortaient, les suppliaient de ne pas se laisser entraîner dans les provocations ? N'a-t-il jamais entendu parler du plan Vigipirate qui tenait les banlieues sous contrôle policier ? N'a-t-il aucune idée de la rage contenue, de l'humiliation des incessants contrôles d'identité au faciès (7) ? Loin d'être un facteur d'intégration, cette guerre aura été une cause de rupture pour beaucoup d'entre eux. Combien de jeunes Beurs, dont l'univers culturel était centré autour de Mac Donald's, leur walkman et Michael Jackson, qui ignoraient peut-être jusqu'à l'existence de Saddam Hussein et qui n'étaient Arabes que par le regard des autres, se sont-ils découverts une identité avec leur communauté d'origine (8) ? Loin d'être « une chance pour l'intégration » (9) la crise du Golfe - ou, pour être plus précis, l'attitude du gouvernement français pendant cette crise - aura été à l'origine d'une fracture irréversible, que n'auront pas arrangé des propos comme ceux d'un député centriste qui proposa l'expulsion de la « cinquième colonne » constituée par les Arabes en France, ou ceux de Pierre Mazeaud, député RPR du Rhône, qui déclara : « Les événements du Golfe ne font qu'accélérer la nécessité d'une réforme du Code de la nationalité. »

La paix en mouvement ?

Du 28 juillet au 1^{er} août 1991

Vingtième conférence internationale de l'Internationale des résistants à la guerre

à La Marlagne, Wépion (province de Namur) Belgique



Quant au « grand débat véritablement contradictoire » vanté par M. Lacoste, parlons-en. Le « large débat géopolitique » peut en effet se définir par les innombrables cas d'entrave à la liberté d'expression constatés pendant la guerre : interdiction d'une interview de Gilles Perrault réalisée par Radio-France-Bordeaux Gironde, et sur France-Inter.

Krivine est censuré lors de l'émission « Le Point sur la table » sur TF1 le 17 janvier. Un meeting de la Ligue est interdit à Bordeaux. Le Recteur de l'académie de Grenoble fait afficher : « Propagande pacifiste et débats interdits à l'intérieur des établissements. » Refus général des chaînes de radio de programmer le dernier 45 tours, intitulé *Caïd Ali*, du chanteur Art Mengo. Le concert de la chanteuse mauritanienne Dimi Mint Abba est annulé.

Tous ces faits ne sont qu'une partie infime de « large débat géopolitique » auquel M. Lacoste n'a dû participer que de très haut et de très loin.

Aujourd'hui, le « nouvel Hitler » est toujours au pouvoir, les armées alliées se sont arrêtées à la frontière de l'Allemagne - pardon, de l'Irak - ce qui détruit toute la validité de la comparaison, qu'on nous a assénée quotidiennement dans les médias, avec le dictateur nazi.

En guise de conclusion

Personne aujourd'hui ne conteste qu'en Irak règne le même régime qu'avant le 2 août dernier. Personne ne conteste que Saddam Hussein doit continuer à jouer dans la région le même rôle de « maintien de l'équilibre régional » qu'avant le 2 août, puisque les puissances occidentales affirment ouvertement craindre que les chiites irakiens ne renversent le dictateur : « Heureusement, horrible mot, que Saddam Hussein était là pour écraser l'insurrection chiite. Sans cela, nous reparitions vers une grande vague d'intégrisme. », déclara Claude Cheysson au Point (10).

La différence aujourd'hui n'est qu'une différence de nuance. Les coalisés ont fait une guerre, ils ont littéralement rasé un pays, pour une question de nuance : Saddam Hussein avait été trop loin, il fallait lui rogner les ongles. C'est clairement ce que voulait dire M. Fitzwater, le porte-parole de la Maison-Blanche, lorsqu'il déclara : « Nous avons rempli le mandat des Nations unies. Nous pensons que l'Irak doit conserver son intégrité afin de maintenir l'équilibre régional et il n'est pas approprié pour les Etats-Unis

d'intervenir dans les affaires intérieures irakiennes. »

Peut-on exprimer plus clairement que le régime irakien est un des éléments du dispositif impérialiste, que la guerre du Golfe a été une affaire interne à l'impérialisme, dans laquelle une métropole, dominante mais en déclin, a réussi à rééquilibrer le rapport des forces à son profit ?

« Heureusement, il y a encore un pouvoir à Bagdad, sinon ce serait l'anarchie en Irak », déclare encore l'inénarrable Cheysson. En voilà un qui a tout compris...

René Berthier

(1) Il n'est pas possible de qualifier de tentative de négociation les rodonnantes insultantes de Bush, les ultimatums qu'il a lancés à Saddam Hussein : il y a des appels à la négociation qui sont trop manifestement des provocations à ne pas négocier.

(2) Les tentatives d'implantation des Etats-Unis au Proche-Orient ne datent pas du 2 août 1990 : en 1958, ils avaient soutenu l'éphémère pacte de Bagdad, condamné par le renversement de la monarchie irakienne ; dans les années 60, ils ont tenté d'assurer la relève des Britanniques qui abandonnaient leurs positions à l'est de Suez.

(3) John C. Ausland « The Joint Chiefs Have Been Preparing for Years », *International Herald Tribune*, 22 août 90.

(4) Les objectifs fondamentaux de l'Amérique.

(5) « Aucun des gouvernements de la région qui se sont rangés sous la bannière américaine ne peut prétendre qu'il est issu d'élections libres et démocratiques. » Abdelaziz Driss, *Jeune Afrique*, 8-14 mai 1991.

(6) Encore un bel exemple d'amalgame : lorsqu'on était contre l'intervention militaire, on était pour Saddam Hussein...

(7) « Les premiers résultats de Vigipirate se traduisent par une augmentation de 500 % des interpellations des étrangers. "Chasse au faciès" et opérations-coup de poing, quadrillage des gares et de certains lieux parisiens, patrouilles de police multipliées, la chape de plomb policière et militaire est en bonne voie. » Collectif guerre à la guerre, bulletin n° 1.

(8) Ce qui, je le précise, n'est pas une mauvaise chose. Mon propos est simplement de montrer que la deuxième ou troisième génération de Beurs qui a perdu une grande partie de ses racines et ne demande pas mieux que de s'intégrer, est littéralement rejetée par la société française. Je précise également que l'intégration par l'oubli de ses racines n'est pas forcément, non plus, une mauvaise chose. Une communauté de gens qui vivent depuis des siècles dans un pays et qui se raccrochent à des racines devenues artificielles, mythiques, vit inévitablement dans un état de dédoublement qui ne doit pas être facile à vivre.

(9) L'article qui suit immédiatement celui de Lacoste est intitulé « La crise actuelle, une chance pour l'intégration » par Arezki Dahmani, président de France-Plus, une association de notables beurs inféodés au PS. L'article vaut la peine d'être lu, pour voir jusqu'où la veulerie peut aller.

(10) 15-21 avril 1991.

POESIE

Nuits ordinaires

C'est une terre si proche à l'Orient sans rêve
Des enfants encore drôles jouent aux balles sans trêve
Ils bravent le soleil que des casques reflètent
Les pierres s'y déchirent à des tombes ouvertes
Pour ordinaires qu'elles sont
Leurs nuits ne sont pas à l'épreuve des larmes
Pour ordinaires qu'elles sont leurs nuits ne sont pas

C'est une terre forcée à être terre amère
L'Histoire n'y prend son aise qu'à vivre dans la guerre
Par l'histoire permise d'un peuple qui s'en réclame
Et s'étonne toujours d'en être pas la seule âme
Pour ordinaires qu'elles sont
Leurs nuits ne sont pas sans agiter des fièvres
Pour ordinaires qu'elles sont leurs nuits ne sont pas

C'est une terre gagnée aux mainmises des mains sales
Sur une cause bien assez juste pour attirer les chacals
Comme si d'être d'un désert ne donnait d'autre droit
Que d'étancher la soif de l'Occident aux émirats
Pour ordinaires qu'elles sont
Leurs nuits ne sont pas sans larguer des étoiles
Pour ordinaires qu'elles sont leurs nuits ne sont pas

C'est une terre si proche à l'Orient sans rêve
Une terre forcée à être terre sans trêve
Une terre gagnée à la cause de mains sales
Les tombes y sont ouvertes au passage des chacals
Pour ordinaires qu'elles sont
Leurs nuits ne sont pas à l'épreuve des larmes
Pour ordinaires qu'elles sont
Leurs nuits ne sont pas sans agiter des fièvres
Pour ordinaires qu'elles sont
Leurs nuits ne sont pas sans larguer les étoiles
Pour ordinaires qu'elles sont
Leurs nuits ne sont pas.

Thierry D'Agdena

REGARD D'ENFANT

Ça tue le cœur des gens, la guerre...

J'ai lu, dans un très beau livre, que toutes les grandes personnes ont d'abord été des enfants, mais que peu d'entre-elles s'en souviennent...

Au mois d'août, j'étais en vacances. La guerre, je n'y croyais pas, j'étais surtout inquiet de rentrer en 6^e.

Depuis une semaine, j'ai peur, je me demande si c'est bien vrai qu'il y a eu la guerre en 1939-1945 et les autres. Si c'était vrai, tous les présidents s'en souviendraient aujourd'hui et réfléchiraient encore. Moi, si j'étais Bush, je réfléchirais encore.

C'est complètement nul !

Je regarde la télévision et ce que je vois, c'est complètement nul. C'est n'importe quoi leurs beaux hélicos, leurs superbes soldats, leurs beaux tanks... faut pas s'étonner, après que les enfants jouent à la guerre ! Vive les petits soldats, les pistolets en plastoc et les films de commandos, c'est complètement con tout ça !

C'est pas ça la vraie guerre ! La vraie guerre, c'est la mort d'énormément de personnes : des bébés, des enfants qui vont finir à l'orphé-

linat, des gens qui s'aiment et qui vont être séparés pour toujours.

C'est un crime, c'est un assassinat, la guerre ! Et puis, il y a des gens qui deviennent fous, des gens qui se suicident parce qu'ils ont perdu tout ce qu'ils aimaient. Ça tue le cœur des gens, la guerre...

A la télé, on les entend qui disent : « Il faut bien se défendre. On n'aime pas ça, la guerre, mais on est bien obligé ». Tu parles !

Moi, je pense qu'il y a beaucoup de militaires qui seraient déçus si ça ne pétait pas. Ils ont préparé un grand jeu, ils vont devenir des héros, c'est super ! Ils disent qu'ils n'ont pas peur et ils en sont fiers... C'est nul !

Si c'est tout ça, la sagesse des hommes, je préfère encore rester un enfant.

Monsieur Bush, monsieur Saddam Hussein, monsieur Mitterrand et les autres, pour les enfants que vous avez été et tous ceux du monde entier, foutez-nous la paix...

Mathieu Carlier
(11 ans),
le 16 janvier 1991

N.B. : Mathieu animera une émission sur Radio-Libertaire à partir de septembre.

A PROPOS DES « FRONTS UNIS »

L'anarchie ne fleurira pas en vase clos

La guerre du Golfe terminée, Sébastien Basson, à partir de propos tenus dans le ML n° 816 par Charles Reeve au sujet des « fronts unis », nous indique les mécanismes de mobilisation face aux grands sujets de société mis en place par le mouvement communiste et l'attitude que doivent avoir les libertaires par rapport à ceux-là, ceci à partir de l'exemple stéphanois, qui fut celui des militants du groupe Nestor-Makhno.

FAUT-IL « manifester derrière les bonzes communistes » ? La question a été posée, dans ces colonnes, pendant la guerre du Golfe (1). Et la réponse - négative - fournie dans la foulée.

Éliminons d'emblée l'hypothèse saugrenue de libertaires tout joyeux de jouer dans la cour des « grands ». Si de tels cas avaient été observés, ils auraient constitué la manifestation alarmante d'une maladie infantile incurable...

Revenons aux choses sérieuses pour tenter de démontrer que la question soulevée ne se rapporte pas au domaine de la tactique, mais à celui de la stratégie.

Aucun anarchiste ne peut nourrir la moindre illusion quant au rôle, aux objectifs, à la nature de l'appareil « communiste » dont l'unique préoccupation est d'assurer sa survie en tant que caste bureaucratique, parasitaire, dans un sys-

tème social, que, depuis belle lurette, il n'a pas l'intention de remettre en cause.

Cette survie n'est possible que par le maintien de l'influence du Parti sur la fraction la plus combative du monde du travail. Comme, par ailleurs, le PCF ne crache pas sur les menus avantages que procure une participation, même modeste, à la gestion du système, il est souvent contraint d'emprunter un chemin de crête très étroit où il doit se livrer à de périlleuses acrobaties. Nous avons eu maintes occasions d'applaudir à ce plaisant spectacle depuis 1981. Mais dans le cas de la guerre du Golfe, il lui aurait été difficile de ne pas manifester son opposition, au moins sous la forme d'un « pacifisme » matiné de patriotisme.

Face aux événements

Certes, les « bonzes communistes » étaient dans les manifs, et le plus souvent en tête. Mais était-ce une raison suffisante pour reprendre à notre compte la thèse, abondamment diffusée par les médias et les politiciens va-t-en-guerre, de « mobilisation » décrétée par l'état-major de la place du Colonel-Fabien ?

Ce que le groupe Nestor-Makhno a pu observer à Saint-Etienne le 12 janvier n'était, sans doute, pas très différent de ce qui s'est passé à Paris et dans d'autres agglomérations de province. La manifestation a rassemblé près de 10 000 personnes et a bloqué le centre-ville pendant des heures. Un succès de cette ampleur n'était pas forcément attendu...

Bien entendu, les cellules et les sections avaient ameuté les centaines de militants, qui, dans la région, font vivre le Parti. Les libertaires côtoyaient les trots-

kystes de diverses obédiences, les pacifistes de sensibilités multiples. Mais les neuf dixièmes des manifestants n'étaient pas venus pour obéir à un « ordre de mobilisation » d'une organisation, d'un appareil quelconque. Ils étaient là tout naturellement, spontanément. C'étaient des travailleurs des usines et des bureaux, de l'enseignement, des services publics, de la santé, des chômeurs, des lycéens, des étudiants, des retraités. Ils n'auraient pas compris que rien n'ait été entrepris, sinon pour arrêter la guerre, du moins pour leur permettre de crier leur indignation. La direction du Parti connaissait cet état d'esprit. C'est bien pourquoi elle ne pouvait faire autrement qu'appeler à manifester.

Plus d'une fois au cours de son histoire, le PCF a été bousculé par les événements. Il n'était pour rien dans le déferlement de 1936. De la même façon, il a été contraint de prendre le train en marche en mai 1968. Et dans les deux cas, il a surtout déployé son habileté manœuvrière à stopper les mouvements. Au printemps 1947, son départ du gouvernement Ramadier ne résulta pas d'une décision préméditée, mais de l'obligation dans laquelle il se trouva d'appuyer les revendications des ouvriers de chez Renault en grève après avoir, dans un premier temps, fortement calomnié un mouvement lancé par des militants anarchistes et trotskystes de l'île Seguin.

En 1984, il était devenu impossible pour le PCF de demeurer au gouvernement Fabius sans provoquer de violents remous chez les travailleurs cégétistes. Nous ferions preuve de légèreté si nous reprenions à notre compte la thèse répandue par les médias à propos d'un PCF pratiquant une politique « suicidaire », s'enfermant dans un isolement

PIERRE DESPROGES

« Dictionnaire superflu à l'usage des élites et des bien nantis »

Locutions latines et étrangères

<p>In vino veritas <i>Un petit rouge bien tassé</i></p> <p>Manou militari ! <i>Germaine s'est engagée dans les paras !</i></p>	<p>Se dit d'un nain communiste très vieilli.</p> <p>Expression populaire à Rome, au début de la décadence, qui aurait eu pour cible l'impératrice Germaine Tibère, célèbre pour ses tournées nocturnes des popôtes en Palestine occupée, et notamment au Golgotha où elle connut l'extase dans les bras des gardes du tombeau du Christ, permettant ainsi à ce dernier de ressusciter sans se faire remarquer.</p>
--	--

Dictionnaire superflu à l'usage de l'élite et des bien nantis, Pierre Desproges, éd. du Seuil, coll. Point Virgule, 1985. Prix : 33 F. En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèques à l'ordre de Publico).

sectaire. Ce qui aurait été suicidaire pour lui, eût été de continuer à apporter sa caution à une politique qui a multiplié les sales coups contre le monde du travail. Il lui fallait donc tenter de limiter les dégâts, ce qui n'a pas empêché une fraction importante de son électoral, dans les quartiers ouvriers où traditionnellement il puisait ses meilleures forces, de rejoindre les rangs des abstentionnistes. Les événements d'Europe de l'Est ne lui facilitent pas la tâche, c'est évident.

Ce bref rappel historique montre que le PCF n'agit pas toujours comme il veut, mais comme il le peut, qu'il arrive que les événements le poussent dans des directions qu'il n'a pas choisies. Participer à des manifestations, à des actions où ses militants sont présents, ne signifie donc pas qu'on suive les consignes machiavéliques du Bureau politique...

Appareil, dirigeants et masse communiste

L'essentiel, pour nous, est de bien se garder de confondre dans un même opprobre l'appareil, les dirigeants « communistes » et la masse des militants, des sympathisants, toute cette fraction du monde du travail, qui, pour des raisons historiques, demeurent depuis des décennies sous l'influence du PCF qu'ils considèrent encore comme l'indispensable instrument du changement social.

Si un jour s'opère cette transformation de la société que nous voulons et qui ne résultera pas d'un « grand soir », mais d'un processus de prise de conscience, de modification du rapport des forces entre la bourgeoisie et le prolétariat, ce sera parce que nous aurons mené à bien la tâche qui doit constituer notre objectif prioritaire : la reconquête du monde du travail.

Il est bien évident que nous n'y arriverons pas en nous enfermant dans une tour d'ivoire, fût-elle surmontée d'un fier drapeau noir. L'anarchie ne fleurira pas en vase clos... !

Nous devons expliquer ce que nous sommes, ce que nous voulons à ceux qui, dans leur majorité, appartiennent aux meilleurs éléments de la classe ouvrière, à ceux sans qui nous ne pourrions rien faire.

Pendant des décennies d'activité syndicale, il m'est arrivé bien souvent de ressentir ce que notre compagnon Toublert avait exprimé dans ces colonnes, il y a quelques années, à propos de beau-

coup de militants cégétistes : dans l'Espagne de 1936, sans aucun doute, ils auraient été à la CNT. Toutes les fois que l'accord est possible sur des objectifs immédiats, nous devons être à leur côté dans l'action. C'était bien le cas contre la guerre du Golfe.

Nous avons donc participé aux manifestations et nous n'avons pas sollicité humblement une petite place parmi les « grands ». Nous avons imposé notre présence. Nous n'avons pas défilé « derrière les bonzes », mais en même temps qu'eux et malgré eux.

Des dizaines de personnes ont rallié les drapeaux noirs du groupe Nestor-Makhno. Qu'auraient-elles pensé si nous nous étions réfugiés dans un superbe isolement ?

De ces journées contre la guerre est né un collectif libertaire qui développe aujourd'hui ses activités dans plusieurs directions (journal, débats, films, théâtre, etc.). Nos « Six heures contre la guerre » du 16 février ont rassemblé plus de 700 personnes, ce qui ne s'était pas vu depuis fort longtemps chez les libertaires stéphanois.

Aurions-nous obtenu les mêmes résultats si nous nous étions cantonnés dans un « travail de qualité », entre les quatre murs de notre local ?

Par ailleurs, nos tracts et journaux ont été lus avec intérêt par des centaines de personnes. Nous avons affirmé dans la cité la présence de l'anarchisme.

La valeur des idées doit toujours se vérifier par l'expérience. Pour nous, celle que nous venons de vivre est amplement positive.

Sébastien Basson
(gr. Nestor-Makhno de Saint-Etienne)

(1) Cf. Charles Reeve, « Lettre ouverte aux libertaires », *Le Monde libertaire* n° 816.

Les concerts bretons du mois d'août de Christian Leduc

- Le 3, à Tréguier (22), au Brocéliande ;
- le 9, à Etel (56), au Bar breton ;
- le 10, à Binic (22), au Galion II ;
- le 13, à Matignon (22), au Martray ;
- le 16, à Brest (29), à l'Etoile ;
- le 17, à Lorient (56), à la Rocade ;
- le 23, à Plerin-les-Rosaires (22), au Roi d'Ys.

Christian Leduc, « chanteur enragé », lançant un cri rageur et des notes qui grondent face à la violence établie. Christian Leduc... Douceur, douleur, couleurs (noir et rouge).

Leduc, si vous avez le temps, si vous êtes en Bretagne au mois d'août, allez le voir, ça vaut le coup !

Rendez vous de 22h30 à 1h... **CONTACT** 1 vendredi sur 2

ROCK Prochaine : le 12 juillet

RADIO Libertaire 89.4

146, RUE AMELOT 75011 PARIS TEL.: 42 62 90 51

A PARAITRE FIN 1991

« Une société à refaire » (titre provisoire), de Murray Bookchin (dont l'Atelier de création libertaire a déjà publié « Qu'est ce que l'écologie sociale » et « Socio-biologie ou Ecologie sociale »).

Au sommaire : Pourquoi j'ai écrit ce livre ; Société et écologie ; Hiérarchies, Classes et Etats ; Les tournants de l'Histoire, Idéaux et liberté ; Définir le projet révolutionnaire ; D'ici à là-bas.

Ce livre de 200 pages environ est proposé au prix de souscription de 70 F jusqu'au 1^{er} octobre 1991 (prix de vente public : 98 F).

Atelier de création libertaire, BP 1186, 69202 Lyon cedex 01 (CCP 5.724.59 L Lyon)

PERSPECTIVES

La prison en société anarchiste : mythe ou réalité ?

POUR avoir tâté aussi bien de la paille humide des cachots d'antan que de l'univers électronique et informatique d'aujourd'hui, les anarchistes n'ont jamais été en reste dans la dénonciation de l'univers carcéral.

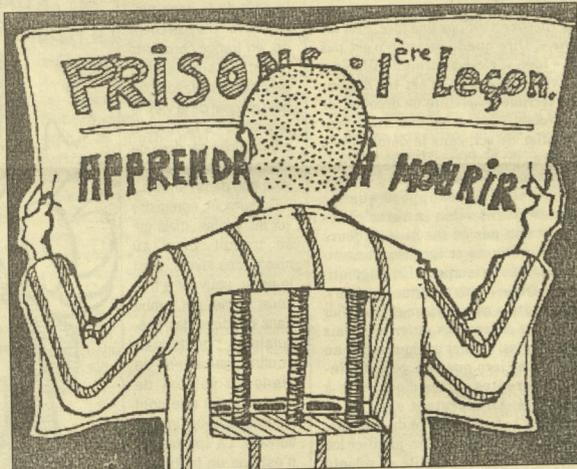
S'ils ont une idée précise et juste de la prison, il faut bien reconnaître qu'en matière de propositions alternatives, ils n'ont jamais fait preuve d'un grand esprit d'initiative... Mais, après tout, était-ce leur rôle ?

Pourtant, la question de la prison en société anarchiste, elle, reste posée.

Au-delà de la condamnation (par principe) de toutes les formes d'enfermement, il nous faut réfléchir à la gestion de la déviance (concept plus large que ceux de délinquance et de crime) dans le contexte d'une société sans classe ni Etat, une société fondée sur des principes d'égalité, de liberté et... d'entraide, où toutes formes de domination, d'exploitation de l'homme par l'homme auront disparu.

Là comme ailleurs, l'angélisme n'est pas de mise. Il ne sert à rien de chercher à éluder des questions, qui ne sont pas posées dès aujourd'hui, en espérant qu'en société libertaire, tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes...

Nous partons donc du principe que toute société secrète sa propre déviance et qu'une société plus libre et plus juste n'échappera pas à cette règle.



Dessin de Brouck.

Alors ? Alors, nous devons nous poser en cascade toutes sortes de questions et tenter d'y répondre, tout en sachant que nous sommes encore, malgré les prises de conscience politique et les connaissances sur la psychologie de l'homme, qu'au début d'une vaste réflexion qui engage sur bien des points de la crédibilité de ce que d'aucuns qualifient d'« utopie ». Existe-t-il une éthique de l'homme

qui puisse prétendre à une adhésion suffisante pour que ses transgressions soient minimales et supportables par la collectivité, le groupe et l'individu ? L'éthique anarchiste, faite de contrats libres et de solidarités peut-elle être celle-là ?

A partir de quel moment celui qui refuse tout ou partie des règles de ce devient-il une menace pour la collectivité qui l'accepte en son sein ?

POÈME

Derrière les barreaux

Aux prisonniers politiques - ces tristes locataires de prisons sur cette terre - qui commettent le seul crime de ne pas vouloir se taire.

Le soleil est dans le ciel
mes yeux vers le soleil
ma peur au creux de mon ventre
ma colère aux poings fermés
mes mots sous la langue
oui, chaque chose est à sa place
et moi
derrière les barreaux !

Sara Alexander

(Urgence d'aimer, éd. L'Harmattan, 1988)

Quels types de traitements (au sens large) peut mettre en place une société basée sur des principes libertaires sans se renier elle-même ?

Et, malgré tout, quelles délinquances, quels crimes, quels délits engendrera la société libertaire chez ceux qui la composeront ?

Ces questions et toutes celles qui en découlent, les anarchistes doivent se les poser dès maintenant, sans hypocrisie ou faux-fuyants sous peine de rester aux marges du monde de demain...

L'émission « Ras-les-murs » de Radio-Libertaire s'est engagée, depuis quelques mois, dans une réflexion avec des compagnons du mouvement libertaire comme Serge Livrozet,

Miguel Benassayag, Gaetano Manfredonia et Jacques Lesage de la Haye.

Nous vous donnons rendez-vous le 28 septembre pour un débat public sur le thème « Anarchisme et prison » (1).

L'équipe de « Ras-les-Murs »

(1) A l'AGECA (177, rue de Charonne, 75011 Paris), de 14 h à 18 h.

Écoutez « Ras-les-murs » tous les mercredis sur Radio-Libertaire de 20 h 30 à 22 h 30

POUR UNE VIE AFFECTIVE ET SEXUELLE EN PRISON

Les parloirs intimes

LES détenus se battent depuis vingt ans pour le droit à une vie affective et sexuelle en prison.

En face d'eux, les spécialistes de la sécurité répondent : « Tout ça, c'est des discours d'intellectuels. En détention, l'humanisme reste un luxe hors de prix. Le vrai problème, c'est le périmètre de sécurité. »

Lors des émeutes de 1971 à Nancy, Toul et Melun, nous avons appris, entre autres choses, que les prisonniers voulaient aimer et être aimés. Nous en avons la confirmation avec les mutineries de 1974, qui ont fait huit morts et plus de cent blessés.

En 1981, le Syndicat des prisonniers de France, à la maison d'arrêt de Lyon, nous rappelle ce que nous étions en train d'oublier : les détenus sont des êtres humains et ont des besoins affectifs.

Depuis cette époque, apparaissent régulièrement des plates-formes comprenant cette revendication à côté de l'exigence de l'abolition de l'isolement, du prétoire, du mitard, de la censure, etc.

En 1985, deux événements-clés se juxtaposent : les révoltes, qui sont le reflet du désespoir et de la colère, et la création de l'Association syndicale des prisonniers de France, qui rassemble, à travers trente cinq établissements pénitentiaires, jusqu'à 1 700 détenus. Bien entendu, l'administration étouffe ces cris de protestation et cette tentative

d'organisation à coups d'isolement, de déclassements, de cellules de punition et de transferts.

Mais elle oublie que le droit à la dignité ne se bafoue pas impunément. Il finit tôt ou tard par s'imposer. Et tant pis pour les tenants réactionnaires de l'ordre moral et militaire.

Au fil des ans, après avoir réclamé les parloirs conjugaux, sexuels, puis libres, les détenus se sont arrêtés au principe de parloirs intimes. Les adeptes de la censure et de la sécurité déformaient la demande des prisonniers en une exigence de relation sexuelle sans amour,

« Au fil des ans, après avoir réclamé les parloirs conjugaux, sexuels, puis libres, les détenus se sont arrêtés au principe de parloirs intimes. »

la réduisaient à une rencontre avec la femme légitime ou le détournaient en un parloir sans dispositif de séparation, qui devenaient un véritable supplice de Tantale, donc un nouvel instrument de « torture propre ».

Derrière leurs barreaux, les hommes et les femmes en ont assez d'être pris pour des imbéciles. A l'occasion d'une enquête effectuée en 1984 à travers

divers établissements (centres de détention de Muret et de Caen, maison d'arrêt de Fresnes et de Rennes, centre de détention des femmes de Rennes), la totalité des détenus interviewés ont répondu qu'ils souhaitaient avoir des relations affectives et sexuelles. Qui pourrait s'en étonner ? C'est enfoncer des portes ouvertes !

Un seul a eu la prudence de faire remarquer qu'il ne faudrait surtout pas que l'instauration de ce type de parloir offre à l'Administration pénitentiaire un nouvel instrument de chantage et de manipulation. Mais une telle crainte, si légitime soit-elle, ne doit pas nous faire renoncer à l'exigence d'un droit aussi fondamental.

Il ne faut tout de même pas oublier quels sont les effets désastreux de la frustration affective et sexuelle. Parlons d'abord de la souffrance que cela entraîne, un état de manque permanent, avec de l'anxiété et de la nervosité, de l'agressivité, des sentiments dépressifs, de la haine et du désespoir. Au fil des mois et des années, s'installe une pathologie difficilement réversible, l'obsession sexuelle, artificiellement créée, comme à titre expérimental, par des tortionnaires involontaires, complices ou sadiques, parfaitement conscients des ravages dont ils sont responsables.

Le détenu s'enferme dans un fonctionnement auto-érotique seulement

relié à l'autre par l'image, la photo, le fétiche, le souvenir ou le partenaire homosexuel rencontré sans libre choix. D'où un immense sentiment de culpabilité, qui se traduit par de la rage, de la honte et du dégoût. A la longue, il finit par se couper totalement de celle ou de celui que l'on aime et que l'on regarde dans les yeux.

Cela entraîne évidemment la masturbation et l'homosexualité. Mais le plus grave est la fantasmatisation, avec son cortège de déviations inévitables (fétichisme, exhibitionnisme,

« Faire l'amour, ce n'est pas baisser. Avoir une relation sexuelle, ce n'est pas aller dans une chambre d'amour. Le droit à une vie affective et sexuelle, ce n'est pas le "bordel". »

zoophilie, sado-masochisme, fantasmes pervers, etc.).

Pour ne donner qu'un seul exemple, un jeune détenu, âgé d'environ vingt cinq ans, imaginait qu'agé de quarante ans, il couchait avec sa fille de quinze ans. Il ne me semble pas que ce soit un facteur évident d'adaptation à une relation amoureuse égalitaire et adulte !

De toute façon, cet état permanent de déséquilibre provoque à la longue une véritable implosion de la personnalité. Le sujet ne reste pas seulement en situation de douleur continue. Il s'auto-détruit peu à peu dans une véritable catastrophe intérieure, que nous appelons le syndrome de sursollicitation, c'est-à-dire qu'habitué à un décalage infini entre ses désirs et leur réalisation, il vit totalement hyperesthésié, sur le qui-vive, excité apparemment sans rai-

son, agressif, quasiment caractériel et profondément déprimé.

Lorsque ce genre d'expérience est pratiqué sur les animaux (travaux de Pavlov et Betcherew), on appelle ça « scientifiquement » injonction paradoxale et névrose expérimentale...

Puisqu'il s'agit d'êtres humains, finiront-nous par comprendre qu'il s'agit simplement de sévices, de mauvais traitements, en un mot, de « torture blanche » ? Pouvons-nous admettre, au nom de la morale et de la sécurité, qu'un état prétendument de droit piétine aussi allègrement les droits de l'homme ?

Il est grand temps que la prison cesse d'exister et, en attendant, que la privation de liberté ne soit pas assortie de pratiques aussi scandaleuses. La tranquillité du citoyen ne passe pas par la destruction de l'homme. Elle implique, au contraire, son respect dans le maintien de sa dignité et la restauration de son sens des responsabilités.

Nombreux sont les détenus qui réclament ces droits. Contrairement à ce que veulent nous faire croire les pouvoirs publics et les médias, lorsque les prisonniers montent sur les toits et font brûler les centrales et les maisons d'arrêt, c'est exactement ce que nous rappelent leurs diverses associations, coordinations et autres mouvements.

Faire l'amour, ce n'est pas baisser. Avoir une relation sexuelle, ce n'est pas aller dans une chambre d'amour. Le droit à une vie affective et sexuelle, ce n'est pas le « bordel » organisé dans les prisons. Le parloir intime, c'est le respect de l'individu, de son intégrité et de son droit à la vie. C'est la prise de conscience politique que l'homme est avant tout, et par dessus tout, un être social.

Jacques Lesage de la Haye

Du refus de voir les inégalités sociales

Les petites phrases sinistres pleuvent à propos de l'immigration. Les dénoncer est un bien, mais encore faudrait-il soulever les problèmes qui ne le sont pas, à savoir : les inégalités du ressort économique et social.

VOILÀ dix ans et plus que l'offensive xénophobe nous sert ses écarts de langage, ses bavures, ses drames de l'existence, cela fait tout autant de temps que les antiracistes guerrieroient sur tous les fronts, à l'affût de tout comportement suspect, en gardiens vigilants de la moralité, de l'humanité fraternelle et en vengeurs autoproclamés des exactions racistes. La dernière « sortie » de Chirac a, comme prévu (?), été accompagnée de son flot de commentaires indignés, de ses grandes tirades exaltées et éplorées. On ne saura jamais si Chirac est le maladroit que l'on dit ou s'il avait mûrement réfléchi à son discours ; quoi qu'il en soit, ces propos de bistrot ont été pris avec la plus grande gravité et ont mérité une promotion médiatique que ne saurait espérer une remarque intelligente ou éclairante, quel qu'en soit son auteur.

Croit-on vraiment que c'est en reprenant au vol n'importe quelle niaiserie

raciste ou sexiste que l'on fera reculer d'un pouce l'une ou l'autre ? Croit-on que lorsque Le Pen amuse la galerie à coups de calembours, de semi- et contre-vérités ou que quand un Chirac s'y essaye (pour « faire peuple » sans doute), il soit bien nécessaire d'y réserver un tel accueil, une telle campagne publicitaire ?

Les puritains de gauche (et d'ailleurs), qui nous disent que les immigrés font là où on leur dit de faire, ne finissent-ils pas eux-mêmes par apporter de l'eau au moulin de la bêtise ?

Lorsque l'on parle des taudis, de la misère, de la promiscuité et de l'inévitable difficulté à vivre ensemble dans des conditions intenable, croit-on qu'il soit judicieux de dire benoîtement : non, les immigrés ça ne pue pas ? Auriez-vous

On pourrait relever la même ambiguïté dans la phrase désormais célèbre : « Le racisme n'est pas une idée, c'est un crime ». Dire que le racisme n'est pas une « idée », c'est-à-dire une illusion, une vue de l'esprit, c'est lui donner cette terrible possibilité de découler de la « nécessité », comme une chose pouvant aller de soi, sans le détour de la pensée ou du fantasme. Croire flétrir le racisme en lui déniait le titre d'« idée », c'est partir du présupposé que les hommes vivent selon la vertu et les idées et non pas en fonction de leurs intérêts pratiques et égoïstes (fussent-ils bardés de principes). En stigmatisant le « crime » dans sa forme « raciste », on peut certes caractériser et classer des formes agissantes du crime, mais l'on peut aussi donner quelque crédit au racisme dès lors que l'on veut distinguer différentes sortes d'outrages à l'humanité. En acceptant ainsi de se ranger sur le terrain piégé du racisme, l'antiracisme ne peut qu'en justifier les prémices : refus de l'égalité et volonté de distinguer. Ajoutons que dans la frénésie (impuissante d'ailleurs) que l'on développe à nommer des individus et des entités distinctes par des raccourcis d'analyse et par des intitulés collectifs globalisants, on les aide à renforcer leur cohésion, ou à créer, en la mentionnant, une unité qui n'existait pas : fort dans l'adversité !

Il faudrait, dans le combat contre le racisme, un peu plus de sang-froid et d'intelligence. Ce n'est plus à l'abnégation et aux sacrifices qu'il faut convier les hommes, non plus qu'à l'amour de son prochain sous prétexte d'antiracisme ou d'humanisme, mais aux combats pour leurs propres intérêts. Ce n'est pas à l'humiliation des mots qu'il faut s'en prendre, mais à l'humiliation quotidienne qui consiste à s'accepter comme inférieur et à supporter des supérieurs. C'est par leurs intérêts réels, par le bénéfice pratique qu'ils en tireront, que les individus se découvriront des intérêts collectifs autres que ceux qui prônent le dévouement, le respect des hiérarchies ; l'amour de la patrie, de Dieu ou d'une humanité idéale.

Il est temps non pas de polariser les différences et de cristalliser les distinctions (les femmes, les jeunes, les immigrés, les usagers, les travailleurs, les chômeurs, les corporations...) mais, au contraire, d'unir.

Bruno
(gr. du 11^e arrondissement de Paris)

« Dire que le racisme n'est pas une "idée", c'est-à-dire une illusion [...] c'est lui donner cette terrible possibilité de découler de la nécessité... »

donc si peur que l'on distingue entre une crasse nationale et une crasse étrangère ? Ce n'est pas des immigrés dont feignait de parler Chirac mais, au fond, des pauvres. Il y a pour nombre d'antiracistes comme une aubaine dans ce combat contre la discrimination raciste, tant il permet de ne jamais se prononcer sur la discrimination sociale, première d'entre toutes et qui, indistinctement, frappe les Français et les immigrés. A force d'éluder les vraies questions (dans l'affirmation comme dans la négation), on finit par convaincre de la réalité des faux problèmes. Ces discussions byzantines, qui chaque jour étouffent et donnent du corps à un travestissement de la réalité, finissent par faire office de débats et de sens commun. Il y a ceux qui nous voudraient égaux dans l'inégale pauvreté et ceux qui nous voudraient inégaux dans l'égalité de la pauvreté ; c'est, en caricaturant à peine, le sens du clivage gauche-droite. A vouloir défendre si ardemment et au nom des principes, l'égalité entre Français et immigrés sans jamais s'en prendre à l'inégalité riches/pauvres (alors que seule celle-ci a une réalité), on finit par rendre insaisissable l'une et l'autre.

Camping libertaire de l'OCL

Le camping libertaire de l'OCL se tiendra près de Forcalquier, aux Deux-Moulins de-Gontard, à Dauphin (Alpes-de-Haute-Provence). Il est ouvert à tous ceux qui veulent débattre des problèmes que pose la période politique pour les libertaires et plus généralement pour les révolutionnaires. Voici le programme :

- Le Moyen-Orient - géopolitique (deux soirs) ;
- Le nouvel ordre mondial (deux soirs) ;
- Le retour de l'ordre moral (un soir) ;
- Militarisation de la société (un soir) ;
- L'Europe de 1992 (un soir) ;
- Banlieues (un soir) ;
- Logement-transport-aménagement du territoire (un soir) ;
- Le fascisme (deux soirs) ;
- L'état de la France depuis 1981 (un soir).

Les dates précises de chaque débat seront précisées dans le numéro d'été de *Courant alternatif*, le 1^{er} juillet. Chacun pourra proposer sur place des débats ou des informations lors des soirs et des après-midi restants.

Main basse sur la ville

LA spéculation correspond à un fait précis : alors que le coût de la construction du m² n'a pas changé, en francs constants (donc il a simplement suivi l'augmentation globale du coût de la vie), le prix du m² à la vente a été multiplié par deux ou trois, aussi bien dans le neuf que dans l'ancien.

Ce surcoût, enregistré sur les ventes, mais qui se traduit aussi au niveau des loyers, c'est le profit, souvent à très court terme, qui tombe dans la poche des spéculateurs : petits margoulin marchands de biens ou voleurs de haute lignée que sont les investisseurs institutionnels. La spéculation n'est pas un fantasme né dans l'esprit de ses accusateurs. C'est une réalité qui repose sur le

fait qu'actuellement l'inflation dans l'immobilier rapporte plus que le loyer de l'argent placé, augmentant la demande dans le placement pierre et raréfiant le marché. Parallèlement, l'investisseur qui achète pour revendre un an après se soucie de louer son appartement ou son immeuble, l'occupation dépréciant le bien.

Ce phénomène est auto-entretenu. Les grands travaux mitterrand-chiraquiens créent un afflux vers certains quartiers (voir l'invasion à Bastille) accélérant la demande, d'où l'inflation. Le complément nécessaire est apporté par les zones de rénovation urbaine, où l'administration municipale détruit des quartiers entiers, habités, pour construire des logements, sociaux et intermédiaires. Ces logements vont être occupés en priorité par les habitants du centre, chassés par la transformation des appartements en bureaux. Les programmes d'amélioration de ces quartiers, repeuplant ces zones en cadres moyens votant docilement pour ceux qui les tolèrent encore à Paris, chassent les populations modestes, attirant un peu plus les vautours bétonneurs qui se partagent, en parfaite complicité avec les mairies, les restes des quartiers. Et l'on voit, ainsi, fleurir dans le vingtième arrondissement, par exemple, des résidences de luxe, de qualité, de standing, à des prix prohibitifs pour une grande majorité de travailleurs.

Programmes de bureaux dans le centre, ghetto à cadres dans la périphérie, et les intérêts des promoteurs sont respectés, ainsi que ceux des politiciards qui se servent par l'intermédiaire des bureaux d'étude et des petits cadeaux (Balkany, Cabanna).

Du côté des habitants

On peut aussi signaler la pratique de plus en plus courante de la Ville qui consiste à lancer une opération immobilière, financée par le secteur privé qui offre en compensation une crèche, une école ou une piscine, modeste présent sur les bénéfices réalisés, d'autant plus que la Ville expulse et exproprie par l'intermédiaire d'une déclaration d'utilité publique, se chargeant de nettoyer le quartier.

Quant à la justice, il faut bien admettre qu'elle est le plus souvent du côté de



l'argent : indemnités d'expropriation ridicules, lenteur des procédures, pénalisation systématique des occupants sans titre. Elle s'est faite la complice objective des pratiques mafieuses des spéculateurs.

Leur sort est vite réglé. Certes, la loi protège certaines catégories d'habitants, en particulier les locataires dépendant de la loi de 1948. Mais il existe des méthodes plus expéditives pour venir à bout de ces empêcheurs de spéculer : intimidations, menaces, expulsions par des hommes de main, incendies, insalubrité, reprises du logement... Et dans ces cas-là, la Ville ou la préfecture oublient bien vite l'obligation de reloger les occupants ailleurs pendant une semaine dans un foyer.

L'heure de la riposte

Les petits propriétaires, eux, seront expropriés, ou préemptés, à un prix qui empêche toute possibilité de retrouver un logement dans Paris. Quant aux habitants des hôtels meublés, aucun texte, à part les articles L-314-1 à 314-9 du Code de l'urbanisme (procédure ZAC), que nos dirigeants ont l'air d'ignorer, ne les protège. Et ils se retrouvent dans la situation de touristes, même s'ils résident dans les vieux quartiers depuis plus de dix ans. Personne ne se soucie de savoir où ils vont atterrir. Et pourtant, ce type de logement, au loyer modeste, joue le rôle de logement social, et se retrouve fréquemment dans les arrondissements de l'Est parisien.

Main dans la main, droite et gauche organisent l'exode massif des habitants, sur des critères économiques et ethniques, vers la grande banlieue, détruisant le tissu social et architectural des anciens quartiers populaires.

C'est par l'organisation des quartiers, des rues, des immeubles en collectifs de lutte que pourront se créer les conditions d'une opposition globale aux conceptions des décideurs. C'est en se réveillant et en se battant sur le front du logement, sans concession ni compromission avec les politiciards, que nous arriverons à créer la ville pour ses occupants, et non pour les marchands.

« Sans toit ni loi »

Infos brèves

MENACES SUR L'AVORTEMENT

La coordination des Associations pour le droit à l'avortement et à la contraception, qui regroupe, entre autres, la CSF, les Cahiers du féminisme, la Libre pensée et bien sûr la FA et le planning familial, vient de lancer une pétition pour l'été !

Cette pétition dénonce « la politique de maîtrise des dépenses de santé », qui restreint la prévention. Elle exige l'application dans les faits de la loi sur le remboursement de la contraception (pilules, stérilets, préservatifs !) et dénonce les opérations commandos anti-IVG : « Nous voulons que ces exactions ne soient plus tolérées ! ». Contact : Coordination des Associations c/o MFPF, 4 square Saint-Irénée, 75011 Paris.

BANLIEUES

Le tribunal correctionnel d'Evry a rendu justice jeudi 20 juin. Les trois jeunes des Ulis (cf. ML n°832) ont été condamnés à quinze jours de prison pour « rébellion à agents » pour l'un, trois mois de sursis avec amende pour « destruction de vitrine et vol » pour les deux autres. Non content d'en rester là, le tribunal a ordonné un supplément d'information pour deux autres participants à cette soirée un peu chaude devant le centre commercial du quartier, qui s'était soldée par des coups de feu tirés sur des vigiles.

SCHENGEN

Chirac et Le Pen vont être satisfaits. Les socialistes viennent de signer le 19 juin dernier la « Convention de Schengen » qui réglementera dès l'été 92 les contrôles aux frontières de notre belle Europe. Les miséreux du tiers-monde devront rester chez eux (silence, on ferme les frontières !). Le droit d'asile sera réduit à sa plus triste expression. Quant aux flics, ils pourront se donner des coups de main. Policiers allemands, italiens, belges, espagnols, potugais et hollandais pourront courir l'Europe sans difficulté et fichier sans problème les citoyens indésirables.

CHINE

La dette idéologique du communisme envers l'anarchisme

La Chine, on vous en a beaucoup parlé ces derniers temps dans nos colonnes, lors de la célébration du second anniversaire du Printemps de Pékin. Ici, Jean-Jacques Gandini nous rappelle quelles furent les prémices du communisme chinois.

Il y a 70 ans, le 1^{er} juillet 1921, s'est tenu à Shanghai le 1^{er} congrès du Parti communiste chinois. Douze délégués présents représentaient 57 membres appartenant à sept groupes régionaux. Parmi eux, un certain Mao Zedong, sous-bibliothécaire à l'Université de Pékin et qui ne joue pour l'heure qu'un rôle secondaire, et deux futurs traitres, Chen Gongbo et Zhou Fohai, qui deviendront des collaborateurs de l'occupant japonais et seront fusillés en 1946. C'est un absent, Chen Duxiu, une des figures marquantes du « 4 mai 1919 », qui sera élu secrétaire général avant d'être exclu en 1927 pour trotskysme.

Organisation squelettique, audience et influence extrêmement limitées, tel apparaît alors ce « parti prolétarien » qui veut amener la classe ouvrière au pouvoir, mais qui est essentiellement composé d'intellectuels révolutionnaires autant marqués par l'anarchisme que par le marxisme.

C'est le mouvement 4 mai 1919 qui est à la base de la scène révolutionnaire chinoise. Parti d'une démonstration anti-japonaise, il est transformé en un mouvement insurrectionnel qui a

secoué tout le pays à travers toutes les classes sociales au nom de « science et démocratie » - mots d'ordre repris par les étudiants pékinois en avril-mai 1989 - et ce dans une ambiance anarchisante. Fait peu connu et significatif : le philosophe et mathématicien anglais Bertrand Russell, venu en 1920 à Pékin via Moscou - où ce qu'il verra renforcera, en réalité, ses convictions anarchistes (*La théorie pratique du bolchevisme ; Vers la liberté : le socialisme, l'anarchisme et le syndicalisme*) - va exercer sur les jeunes intellectuels chinois une influence plus profonde qu'aucun autre penseur contemporain ; en janvier 1922, une revue mensuelle sera fondée et consacrée exclusivement à l'étude de sa pensée.

Après le 4 mai

C'est dans la foulée du 4 mai que vont naître les « Groupes d'entraide étudiants-travailleurs » créés à l'initiative de l'anarchiste Wang Guangqi et qui ont pour programme de démontrer qu'on peut surmonter la contradiction entre travail manuel et travail intellectuel, mettant ainsi fin au scandale de l'exploitation de l'homme par l'homme, et ce par la mise en œuvre de l'idéal d'une communauté rigoureusement égalitaire tout en respectant le principe de l'autonomie de la volonté. Parmi les membres du groupe de Changsha, capitale du Hunan, on dénote un certain Mao Zedong.

Parallèlement, continuation du mouvement « Travail-Etude » lancé en 1912 par les anarchistes Li Shizeng et Wu

Zihui, se crée à Paris l'« Association des étudiants-ouvriers » qui regroupera en 1920 jusqu'à 2 000 étudiants. Leur but : étudier principalement les sciences et les matières techniques, soit en travaillant à mi-temps et en étudiant à mi-temps, soit en travaillant quelque temps et étudiant ensuite. C'est de cette association qu'est né en février 1921 le « Groupe de la jeunesse socialiste chinoise », qui deviendra en 1922 la « Section française du Parti communiste chinois ». Parmi ses figures marquantes : le maréchal Chen Yi, ministre des Affaires étrangères de 1958 à 1972, date de sa mort ; Li Lisan, un moment secrétaire général du Parti ; Zhou Enlai, Premier ministre inamovible de 1949 à sa mort en 1976 ; et... Deng Xiaoping lui-même.

Bien évidemment, rien de tout cela ne transparaît de l'histoire officielle du PCC, selon une technique orwellienne éprouvée. Mais à l'heure où l'effondrement des régimes communistes d'Etat semble assurer l'hégémonie d'un capitalisme « nouvelle formule », il est bon de se rappeler que dynamique de groupe et épanouissement de l'individu peuvent marcher de pair.

Jean-Jacques Gandini

A lire : *Dictionnaire du mouvement ouvrier international : la Chine*, éd. Ouvrières, 1985. *Les origines de la révolution chinoise*, L. Bianco, éd. Gallimard, 1967, Folio 1987. *Histoire du Parti communiste chinois*, J. Guillelmez, Payot, 1975. *Aux sources de la révolution chinoise : les anarchistes*, J.-J. Gandini, Atelier de création libertaire, 1986. *The Origins of Chinese Communism*, A. Dirlik, Oxford University Press, USA, 1989.

Algérie, Croatie, Guatemala, Irak, Mauritanie, Pays Baltes, Pérou, Salvador, Slovénie, Tibet...

Longue est encore la liste des points du globe où l'armée mène la danse.

A bas toutes les armées !

A bas tous les Etats !



Afrique du Sud

Le président De Klerk a annoncé la fin de l'apartheid. Mais que les blancs se rasurent, ils restent au pouvoir. Il n'a pas affirmé non plus la fin des inégalités sociales et économiques. Ouf, la France pourra de nouveau commercer en toute quiétude !

Allemagne

Les néo-nazis ont choisi Dresde comme capitale de leur mouvement. Environ 300 d'entre eux y habitent.

Deux immigrés ont déjà été assassinés par les fachos. Lors de l'enterrement d'une des victimes, le convoi funèbre a été attaqué et pendant cette action, les fachos ont tiré des coups de feu.

Tout un quartier est contrôlé par les nazis. Même la police n'ose guère y aller. Les fachos ont annoncé que « seuls les amis de Hitler ont le droit d'y aller ».

A Infos-Allemagne (traduction gr. Humeurs Noires de Lille)

Bésil

A Sao Paulo, en avril dernier, la police a saisi le matériel de Radio-Contre-Courant. Les principaux animateurs, dont Leo Tomaz, ont été inculpés, conformément à l'article 70 du Code national de la communication brésilien.

Pour toutes infos et soutien, écrire à Espace culturel « Contre-Courant », rue Hermilo-Alves - Vila Ré, Sao Paulo, tél. : 95.76.373.

Etats-Unis

Mark Curtis était un travailleur de saison jusqu'à son arrestation le 4 mars 1988. Il était employé à l'usine Swift à Des Moines, dans l'Iowa. Il était un membre actif du Syndicat des travailleurs unis de l'alimentation et du commerce. Pour avoir défendu des ouvriers immigrés et dénoncé les conditions de travail dans cette filiale du géant américain de l'agro-alimentaire, il a été victime d'un coup monté, arrêté et condamné pour « tentative de viol » à 25 années de détention !

Depuis, une très large campagne s'est développée dans le monde pour exiger justice. En France, cette campagne a été relayée par de nombreuses organisations syndicales et humanitaires. Pour tout savoir sur cette sombre affaire et obtenir la libération de ce syndicaliste, contacter le comité français « Justice pour Mark Curtis » : BP 17, 93401 Saint-Ouen cedex, ou adressez-vous au comité américain : Box 1048, Des Moines, IA 50311, USA. Tél. : (515) 246-1695.

Grèce

Le gouvernement a peur. Il a fait adopter par le Parlement une loi « anti-grève » et une loi « anti-terrorisme ». Cette dernière, qui prévoit la création de quartiers d'isolement dans les prisons et des conditions de garde à vue plus strictes, comporte de nombreuses dispositions portant atteinte aux libertés individuelles des citoyens. Elle vise également à contrôler les manifestations. Désormais, qui-conque lance un objet lors d'affrontements avec la police peut être accusé d'être « terroriste ».

Ektos-Nomou, journal anarchiste de Thessalonique (traduction de Sylvie du groupe de Nice)

Italie

Refuser l'armée et/ou le service civil n'est pas simple pour les militants. Pasquale Ambrosino a été condamné à quatre mois de réclusion en février dernier pour « manquement à l'appel aggravé » (1). Manuel Aiachini a écopé, lui, de six mois. Stefano Alpi, Alfredo Cospi ont eux aussi subi la loi des tribunaux italiens. Quant à Stefano Fosco, qui a déserté le service civil au cinquième mois, il passera en jugement le 26 septembre prochain. Senza Patria, juin 91 (traduction de Georges du groupe de Nice)

Pologne

Un nouveau groupe syndicaliste dissident de Solidarnosc officiel vient de naître : il se nomme « Solidarnosc 80 » et comme son nom l'indique, il tente de retrouver les racines de ce que fut Solidarnosc au moment des grèves de 1980, c'est-à-dire un outil social émancipateur dans lequel se sont retrouvés des millions de femmes et d'hommes, un élan de liberté qui fut suffisamment fort pour ébranler les fondements du pouvoir communiste polonais.

« Solidarnosc 80 », dont le siège est à Szczecin, est implanté dans les principaux centres industriels du pays comme les fameuses usines de tracteurs Ursus à Varsovie, les chantiers navals de Gdansk, les usines Nowa-Huta à Cracovie.

Il faut savoir que les lois instaurées pendant l'état de guerre par Jaruzelski, visant à supprimer l'exercice des activités syndicales au sein des entreprises, sont toujours en vigueur et qu'elles empêchent les ouvriers de s'organiser durablement, malgré les nombreuses grèves qui éclatent aujourd'hui un peu partout et que Walesa ne réussit pas toujours à « éteindre ».

Pour le 1^{er} Mai, des manifestations ont eu lieu pour protester contre « l'impôt sur le surplus des salaires ». Cette mesure fiscale, qui date du pouvoir communiste, pénalise les chefs d'entreprise chaque fois qu'ils se décident à accorder des augmentations de salaire !

Nos compagnons anarchistes nous ont indiqué également que la collusion entre l'Eglise et le pouvoir actuel était de plus en plus mal supportée par la population, y compris dans les milieux ouvriers catholiques : ainsi, beaucoup d'élèves et de lycéens boycottent les cours de catéchisme récemment devenus obligatoires.

Enfin, le débat sur la liberté d'avorter donne lieu à des rassemblements quasi-quotidiens devant le Parlement à Varsovie. Tantôt ce sont les puritains catholiques qui manifestent, tantôt ce sont les femmes, bien décidées à ne pas laisser supprimer leur droit de choisir leur maternité. En effet, bien que le projet de loi visant à recriminaliser l'avortement en Pologne ait été repoussé à la prochaine session parlementaire, le maintien de la liberté d'avorter est loin d'être gagné.

Infos recueillies par Y. Guignat (gr. Pierre-Besnard)

URSS

Pour avoir soutenu les grévistes du Donbass en mars de cette année, des salariés des usines de Minsk se voient aujourd'hui menacés par le PCUS et la KGB. Des militants sont ainsi accusés de « délits de droit commun pour désorganisation de la production » !

Le SMOT nous a communiqué la liste des syndicalistes malmenés : Ignatovitch des usines de matériaux de chauffage, Roudik, usine Vasilov, Siniak de l'union de production de voitures de Minsk, Stanko, Ankevitch, Krivski et Andreïev, membres du comité de grève de la ville d'Ocha.

Le SMOT en appelle à la solidarité internationale pour mettre fin à ces pressions. Adressez vos télégrammes à : URSS, Biélorussie, Minsk 220129, Respublikanskaïa Prokouratura ; ainsi qu'à : URSS, Biélorussie, Minsk 220094, Prospekt Rokossovskovo, dom 12, kor. 1, kv. 550, Matveïenko Anatoli, *Mejprofessionalnaïa rabotchaïa solidarnost* (« Solidarité ouvrière interprofessionnelle »).

Info transmise par le SMOT

COLOMBIE

A la recherche des guérillas perdues

Le Monde libertaire s'est entretenu avec Hernando, membre du Centre d'études colombien de Paris (CESCOL) pour faire le point sur la situation en Colombie, symptomatique des errements qui gagnent la gauche, les organisations populaires et les guérillas, en Colombie.

ML : Pourquoi le gouvernement colombien prend-il le contrepied de l'attitude des gouvernements précédents, qui avaient légalisé les groupes paramilitaires fascistes ? Pourquoi tente-t-il de dialoguer avec les guérillas ?

Hernando : Il faut prendre en compte plusieurs acteurs : la bourgeoisie colombienne qui est la plus intelligente d'Amérique latine ; les narcotrafiquants, les organisations de gauche et le M19. Le problème actuel du gouvernement est la dénationalisation de l'économie colombienne : les chemins de fer, la communication et le pétrole. Son projet est néo-libéral.

ML : Il est sur la lignée de tous les gouvernements d'Amérique latine ?

Hernando : Tout à fait. Mais jusqu'à présent, l'expérience néo-libérale n'a eu de résultats qu'au Chili. En Argentine, au Venezuela et au Pérou, c'est catastrophique. Ce projet est récent en Colombie et a été adopté sous la pression des Etats-Unis, qui veulent vendre à l'Amérique latine tous les produits qu'ils ne peuvent vendre sur les autres marchés à cause des concurrents allemands et japonais.

ML : Alors, en dialoguant avec les guérillas, le gouvernement essaye de faire passer la Colombie pour un pays calme au niveau international et d'attirer les investisseurs... ?

Hernando : La Colombie est connue comme la démocratie la plus ancienne d'Amérique latine. Depuis trente ans,

il existe une violence des groupes révolutionnaires et depuis cinq ans, celle de la mafia est indiscriminée. La population est fatiguée de toute cette violence. La gauche et la guérilla ne donnent aucune sortie immédiate à la problématique sociale. Aujourd'hui, la majorité de la population vit dans les grandes villes, comme Bogota, Cali et Barranquilla. Ce sont surtout des classes moyennes qui ne parlent que de la paix. Et les événements dans les pays communistes, au Nicaragua et au Salvador, ont discrédité la gauche et la guérilla.

ML : Que pensent les gens du néo-libéralisme ?

Hernando : En Colombie, les gens pensent que l'on peut gagner de l'argent de n'importe quelle manière. C'est pour cela que le narcotrafic emploie beaucoup de monde. Le plus important est de manger, mais aussi de se divertir un peu. Or, avec les guérillas et le narcotrafic, les gens ont peur de sortir le soir et en week-end.

Bas les armes !

ML : Les guérillas n'ont donc plus de possibilités d'extension dans les zones rurales du fait du changement culturel et social de la population ?

Hernando : Oui, et la guérilla a du mal à trouver un écho dans les grandes villes.

ML : Peut-on ainsi comprendre la victoire électorale relative du M19, en décembre 1990 ?

Hernando : Le M19 avait un discours très nationaliste et était une guérilla qui aimait la publicité. Quand il a rendu les armes, il ne représentait militairement presque rien. Mais le gouvernement a utilisé le M19 pour convaincre les autres guérillas. Il lui a donné l'accès aux médias. **ML :** Peut-on ainsi comprendre la victoire électorale relative du M19, en décembre 1990 ?

Hernando : Le M19 avait un discours très nationaliste et était une guérilla qui aimait la publicité. Quand il a rendu les armes, il ne représentait militairement presque rien. Mais le gouvernement a utilisé le M19 pour convaincre les autres guérillas. Il lui a donné l'accès aux médias.

ML : Y a-t-il une différence idéologique entre le gouvernement et le M19 ?

Hernando : Jamais les dirigeants du M19 n'ont dit qu'ils feraient une révolution marxiste et ils sont plus à droite que le gouvernement. Ils font de la propagande contre la guérilla et contre les organisations populaires.

ML : Le M19 est membre de l'Internationale socialiste...

Hernando : Et Rocard a reçu ses dirigeants en 1990.

ML : Comment réagit l'armée ?

Hernando : L'armée a l'appui de la bourgeoisie colombienne, mais est quand même placée sous le contrôle politique des civils. Quand le M19 a volé 6 000 fusils à l'armée, les généraux ont dit que la répression ne s'arrêterait qu'avec la mort du dernier militant du M19. Mais maintenant... Tout le monde sait aussi que le M19 avait occupé le palais de justice de Bogota. (NDLR : 106 tués, y compris des juges, après l'assaut donné par l'armée, en 1985). En 1990, la Cour suprême de justice a cité à comparaître l'organisateur de cette opération, Antonio Navarro, leader actuel du M19. Ce dernier a refusé de s'y présenter. Rien ne s'est passé.

ML : Un autre groupe de guérilla a déposé les armes en mars 1991.

Hernando : Que le M19 ait déposé les armes n'a surpris personne dans le monde politique colombien. Mais que l'Armée populaire de libération (EPL) fasse de même, personne n'y aurait jamais pensé. Trois mois auparavant, elle avait participé à une réunion de la coordination des guérillas Simon-Bolívar, qui a tracé des plans très précis au niveau militaire. Elle a ensuite scissionné et la majorité a déposé les armes le 1^{er} mars 1991. L'EPL était dirigée par le Parti communiste colombien marxiste-léniniste, proche de l'Albanie.

L'EPL représentait environ un millier de combattants. Une centaine a déserté de l'EPL, car ils disaient que le gouvernement ne leur offrait ni terres ni travail ni formation en échange de la paix.

ML : Le gouvernement n'a pas tenu ses promesses ou est-ce dû à des problèmes administratifs ?

Hernando : Non, les promesses n'ont été faites qu'aux dirigeants, pas à la base. De plus, les prisonniers de l'EPL sont restés en prison. C'est pareil pour le M19.

ML : Pourtant, on voit mal un PC marxiste-léniniste gagner des élections !

Hernando : Ils ont changé leur nom en « Espérance, Pain et Liberté ».

ML : Où en sont les deux autres groupes de guérilla ?

Hernando : Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) sont très proche du Parti communiste. L'Armée de libération nationale (ELN) est castriste, travaille avec les chrétiens ; son commandant est le père Manuel Pérez. Il y avait aussi un petit groupe, le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), qui a rendu les armes en janvier 1991, et qui a plus à gagner dans la participation aux élections vu sa petite taille. Quant au Commando Quintin Lamz, c'est plutôt un groupe d'auto-défense indien qui n'est pas mobilisé en permanence.

ML : Les groupes de guérilla se justifiaient en invoquant l'absence de possibilité légale et pratique d'expression et la répression de l'armée et des escadrons de la mort. L'abandon des armes signifierait-il la fin de la violence politique ?

Hernando : La violence continue en Colombie, surtout dans les campagnes où les dirigeants syndicaux se font assassiner. En décembre 1990, presque personne n'a répondu à l'appel à la grève générale lancé par les syndicats et les organisations paysannes. Les FARC et l'ELN ont entrepris une grande offensive pour exiger un dialogue avec le gouvernement qui lui aussi leur demande un dialogue ! Mais le dialogue pour quoi faire ? Pour aller où ?

Propos recueillis par Xavier Merville (gr. Ubu de Paris)

ARGENTINE

Les « folles de mai » continuent

De passage en France, après un séjour en Espagne et en Italie, Maria del Rosario Cerruti, secrétaire de l'Association des mères de la place de Mai, en Argentine, a bien voulu répondre à nos questions.



ML : Pouvez-vous nous rappeler en quelques mots les circonstances tragiques qui ont motivé votre action ?

Maria : Le mouvement des mères a commencé le 30 avril 1977. A partir de ce jour-là, tous les jeudis, sur la Place de mai, nous avons marché pour demander où sont nos enfants. Les militaires n'ont jamais répondu, même pas le gouvernement civil qui a succédé à la dictature.

ML : Il faut rappeler à nos lecteurs que, pendant des années, une dictature féroce a réprimé en Argentine. Les militaires enlevaient les opposants et tous les militants qui refusaient ce régime.

On aurait pu penser que le nouveau gouvernement argentin ordonnerait des enquêtes sur la disparition de ces opposants ?

Maria : Nos enfants ne sont pas revenus. Le gouvernement de Menem n'a pas tenu ses promesses. Il n'y a eu aucune enquête sérieuse et nous n'avons obtenu aucune réponse. Il n'a d'ailleurs aucun intérêt à demander des enquêtes. Il n'y a pas de justice dans notre pays.

Aujourd'hui, si nous continuons à marcher, c'est qu'aucune revendication de nos enfants n'ont été entendues. Et nous lançons un appel pour que, au niveau

international, vous soyez vigilants sur la politique économique et sociale du gouvernement actuel.

ML : Qu'en est-il justement de cette situation ?

Maria : Le gouvernement Menem est sous la domination des Etats-Unis et du FMI. Pour tous ceux qui refusent la politique menée, c'est encore la répression. Nous craignons aussi les privatisations qui vont jeter des milliers de travailleurs à la rue... C'est un état de faillite totale, les salaires ne sont même pas payés.

ML : Quel est votre sentiment sur la nature du régime argentin ?

Maria : Le fascisme n'a pas disparu. A quatre reprises, des milices ont saccagé les locaux de l'Association des mères à Buenos Aires. Ils ont tout volé ou détruit. Il y a deux mois, un cinéaste connu en France, Fernando Solanas, a été victime d'un attentat, le blessant aux jambes, parce qu'il avait critiqué le gouvernement.

Interview réalisée par « La Chronique syndicale »

N.B. : L'association édite un mensuel, *Madres de plaza de Mayo*. Vous pouvez vous le procurer en France auprès de SOLMA, 18 rue Nollet, 75017 Paris.

PROJET

Pour une « fédération » du Moyen-Orient

La région du Moyen-Orient est composée d'une mosaïque de peuples, d'ethnies, de cultures diverses dont les frontières, issues soit des traités de guerre, soit de la volonté des puissances coloniales, soit quasi-artificielles et à l'origine de multiples tensions et de guerres.

Pour en finir avec les manipulations des puissances occidentales, pour mettre fin à ces foyers de tension et pour que les peuples de cette région puissent vivre durablement en paix, il convient d'unifier ces entités dans une « fédération » du Moyen-Orient.

Pour que ce projet soit réalisable et puisse obtenir l'appui des peuples des pays industrialisés et pour que l'enjeu pétrolier soit neutralisé, les initiateurs de cet appel à une « fédération » proposent :

- 1) Le pétrole serait régionalisé, extrait et exporté sous contrôle de l'ensemble des peuples de la Fédération, les revenus seraient consacrés à la reconstruction de ces pays dévastés et pour le bien-être de ces populations ;
- 2) Une partie du revenu pétrolier serait employé à l'industrialisation de la Turquie et de la Syrie (exception faite des industries militaires) à condition que ces deux pays acceptent la totale autonomie des régions kurdes, actuellement sous leur domination ;
- 3) Une autre partie des revenus du pétrole serait consacrée à la lutte contre le chômage, les fléaux naturels, recherches parasymptomiques, maladies contagieuses, désastres écologiques, etc... à condition que les pays bénéficiaires apportent leur quote-part.

L'adhésion des peuples tadjik, afghan et autres, liés à la fédération par l'affinité linguistique, confessionnelle ou culturelle, est une aspiration naturelle, ceci jusqu'à l'avènement d'une société libertaire et le passage à la laïcité.

Ce jour-là, les richesses naturelles, technologiques et industrielles, ne sont plus un privilège, mais seront elles aussi, comme le pétrole, internationalisées et les centaines de milliers de morts autour des puits de pétrole ne seront que souvenirs d'une civilisation de honte et de barbarie.

Reza

Pour tout contact et demande d'information, écrire à l'IFA, 145 rue Amelot, 75011 Paris.

YOUGOSLAVIE

La déchirure

Les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie sont anciennes. C'est un processus qui est en marche depuis près d'un an. Référendums, plébiscites s'étaient multipliés dans ces deux républiques. Il faut aussi rappeler que la fédération yougoslave a reconnu dans sa Constitution la souveraineté des peuples et des républiques. La Yougoslavie n'est donc pas un Etat unitaire mais un ensemble d'Etats souverains, et cela depuis son origine. Ce qui arrive maintenant n'est pas pour les Slovènes ou les Croates une « sécession ». Simplement, la fédération ne leur convenant plus, ils s'en vont. Il est vrai que la situation économique est catastrophique. La Slovénie, république la plus riche, joue sa carte personnelle : celle d'une intégration possible à la Communauté européenne. Mais cette dernière ne l'entend pas ainsi. Les Européens ne veulent surtout pas être dépassés par les événements, et ont évidemment refusé toute

partition ; et par là-même tout rapprochement immédiat.

Il y a encore le sentiment slovène d'être sous la dépendance de la République serbe. Celle-ci, par ailleurs, est sur-représentée dans l'armée fédérale. 60 à 70% des officiers sont Serbes...

Une fois encore, l'identité nationale, la revendication d'une indépendance véritable apparaissent comme les seules sorties possibles à la crise économique que traversent toutes les républiques.

La chute du communisme, à nouveau, nous fait revenir au début du siècle où, pour qualifier les troubles de par le monde, on parlait alors de « balkanisation ». La Yougoslavie saura-t-elle dépasser ses luttes inter-ethniques pour construire une véritable fédération autogestionnaire, telle qu'on avait pu la rêver à une certaine époque ? En tout cas les nationalismes renaissants ne nous permettent pas de le penser !

Info transmise par Daniel de la revue Iztok.

NOTES DE LECTURE

Les nouveautés de Publico

Un bon moyen de passer l'été sans le *Monde libertaire* : faire un choix parmi les nouveautés proposées par Publico, la meilleure librairie au nord de la Loire et à l'est du Pecos.

Aux rayons « politique » et « anarchisme »

- *Jours d'exil - 1^{ère} partie*, d'Ernest Cœurderoy, éd. Canevas. 170 F. (journal de Cœurderoy, compagnon de Dejacque et Guillaume).
- *La Fédération jurassienne*, de Marianne Enckell, éd. Canevas. 112 F. (cf. *ML* n°834).
- *L'affaire Dreyfus*, d'Octave Mirbeau, éd. Seguyer. 160 F. (recueil de ses chroniques et interviews imaginaires parues dans *l'Aurore*).
- *Emile Masson, professeur de liberté*, éd. Canope. 195 F. La biographie originale de cet anarchiste, pacifiste, pédagogue, antimilitariste et syndicaliste breton, version début de siècle. Un parcours essoufflant, une vie bien remplie ; sans concession. Passionnant.
- *Ideologie et pouvoir*, de Noam Chomsky, EPO. 115 F. Edition de cinq conférences données à l'*Universidad Centroamericana* en 1986 sur la politique extérieure des Etats-Unis (un outil de références historiques sur un sujet d'actualité).
- *La Guerre du pétrole*, EPO. 123 F. Compilation de textes sur la guerre du Golfe et le nouvel « ordre » mondial, par des auteurs allant de Chomsky à... Castro (!) d'Abou Iyad à Abraham Serfaty. Des articles parus dans le *Jewish Quartely* ou la *Revue d'études palestiniennes...* entre autres.
- *De la horde à l'Etat*, d'E. Enriquez, NRF. 160 F. Une relecture de Freud sous un jour très politique, où les mécanismes du pouvoir sont mis en relation avec la paranoïa et la perversion.
- *Gladio*, édité par Réflexes et EPO. 120 F. Enquête sur les organisations clandestines mises sur pied après la Seconde Guerre mondiale pour contrer une éventuelle invasion soviétique. Tout sur les réseaux secrets, de la Belgique à l'Italie.
- *Europe et droit d'asile (1992)*, 80 F. Actes des 3^e Assises européennes sur le droit à l'asile (Genève, 7-8 oct. 1989).

Du côté des Indiens à la veille du 5^e Centenaire de la « découverte » de l'Amérique

- « Terre indienne ». Le dernier numéro de la revue *Autrement*. 95 F.
- *Histoire des Navajos - une saga indienne*, de J.-L. Rieupeyrou, Albin Michel 150 F.
- *Dans les prairies du Far-West*, de Washington Irving, éd. Hamy 119 F. Les carnets de voyage d'un fonctionnaire aux affaires indiennes du gouvernement américain, qui devint pro-indien en cours de route.

Poésies et chansons

- Rappelons la sortie par nos camarades de deux recueils de poésie :
- *L'étoile du grand vertige*, de Jacques Lesage de la Haye. 90 F ;
 - *La ville après la pluie*, de Thierry Maricourt, éd. Vague à l'âme. 60 F.
 - La collection Orphée-la Découverte propose pour 29 F le volume un large éventail de poètes de tous temps et de toutes langues, présentés en version bilingue, ce qui, pour ce prix, mérite d'être noté et apprécié !
 - Robert Brécy rend une fois de plus hommage à nos camarades chansonniers et poètes du début du siècle, en publiant aux éditions Pirot son très bel ouvrage *Autour de la muse rouge*. 320 F. Ainsi que pour les 120 ans de la Commune de Paris : *Les chansons de la Commune*. 350 F.
 - *Brassens* par André Sallée, éd. Solar. 140 F. Une biographie photographique dix ans après sa mort.
 - La réédition de textes de Bernard Dimey, *Je ne dirai pas tout* et *Le milieu de la nuit*, éd. Pirot. 96 F chacun.

Livres pour enfants

- *Oukélé la télé*, de Susie Morgensten, illustré par Pef. 28 F, chez Folio-Cadet.
- *La Force du berger*, Azouz Begag, La joie de vivre. 49 F. Le grand écart nécessaire pour se partager entre deux cultures.

Romans pour la plage

- Une compilation de Jean Vautrin : *Billy-ze-Kick, Bloody Mary, Groom, Canicule* en un seul volume chez Fayard. 150 F.
- *As-tu vu Crémé ?*, de Kauffer et Falligot, Fayard 145 F. Le parcours déconcertant d'un personnage hors du commun, et vice-versa, de la bande à Bonnot à la bande des Quatre, sans passer par la... bande à Gernière.
- Une BD originale, style nippon : *Mourir pour le Japon*, de Neiji Nakazawa, Albin Michel. 110 F. La véritable histoire d'une famille anéantie par Hiroshima.

Pour après la plage

- *Fumée clandestine - Il était une fois le cannabis* (ouvrage collectif), éd. Ramsay. 250 F. Histoire du cannabis à travers les lieux et les âges, de sa répression, de sa consommation et des mouvements de légalisation et de dépénalisation. Un travail très complet sur un vaste sujet où l'on cite même la campagne CNT de Catalogne. C'est dire si c'est complet !
- Tous ces ouvrages, ainsi que le catalogue (gratuit), sont disponibles par correspondance à Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris (ajouter 10 % de frais de port).

La librairie reste ouverte tout l'été.

« Le sentier de l'audace, les organisations populaires à la conquête du Pérou »

Jean-Michel Rodrigo, éd. L'Harmattan

S i le Pérou est un des pays d'Amérique latine dont on parle le plus, peut-être est-il le moins connu. Le récent livre de J.-M. Rodrigo tente de combler cette lacune.

Cet essai, d'une lecture aisée, décrit la naissance et la croissance démesurée des bidonvilles de Lima.

Dans ces *barriadas*, de multiples organisations populaires de type *comedor*, comités du « verre de lait », tentent de survivre et de faire survivre des milliers de Péruviens englués dans l'économie informelle et le remboursement de la dette. Rodrigo insiste sur le rôle des femmes dans cette auto-organisation des bidonvilles. Elles mènent un combat de chaque jour contre le clientélisme des sectes religieuses et politiques, contre le machisme. Mais aussi contre l'émergence de nouveaux dignitaires, avec pour solution la rotation des tâches : « on tourne pour éviter les caudillos en jupe ».

Bien sûr, ces petites actions du quotidien peuvent sembler bien dérisoires dans un pays victime aujourd'hui du choléra. Comment, en effet, les laissés-pour-compte de la société « post-industrielle » pourraient-ils sortir du piège de la démagogie de Fujimori et de la violence inquisitoriale du fameux « président Gonzalo » ?

La démagogie est, en effet, bien réelle. Battant à plate couture le candidat de l'ultra-libéralisme, l'écrivain talentueux Vargas Llosa, Fujimori a appliqué la politique économique qu'il

s'était engagé à combattre. Le FMI peut être satisfait et tant pis si le ministère le plus touché par les compressions budgétaires est celui de la santé...

De l'autre côté, le Sentier lumineux, à l'origine petite secte étudiante maoïste née dans les années 1980, continue son petit bonhomme de chemin. Un chemin rouge du sang de ses adversaires - tous ceux qui ne pensent pas comme le président Gonzalo - de ses militants et des paysans coincés entre le marteau de l'armée péruvienne et l'enclume des derniers maoïstes de la planète.

Comme dans l'intéressant livre d'Alain Hertogue et Alain Labrousse, *Le Sentier lumineux du Pérou*, on retrouve cette constatation chargée, en quelque sorte d'espoir pour les auteurs : là où les organisations de gauche sont puissantes, le Sentier ne peut s'implanter !

Mais que proposent, en fait, ces organisations ? La paix, une paix soeur jumelle de celle du pouvoir. Et pour la jeunesse péruvienne, la majorité de la population, cette paix est synonyme de « *No futuro* ». Comme l'écrit justement Rodrigo, il n'y a pas de punks péruviens : le Sentier est là ! Les Péruviens sont pris dans un engrenage sanglant, celui de la faim, de la peur et de la mort. Les entreprises d'auto-organisations réussissent-elles à le briser ?

Nos compagnons d'*Agrupacion libertaria* réussiront-ils à reprendre le flambeau des anarchistes péruviens des années 20, qui imposèrent la journée de huit heures aux industriels de Lima ? En tout cas, soyons prêts à les soutenir.

Jean-Marc Mercader
(gr. Fresnes-Antony)

N.B. : prix : 120 F.

« Les hommes violents »

Daniel Welzer-Lang, éd. Lierre & Coudrier

Une étude sociologique sur la violence au masculin. Témoignages d'hommes violents recueillis par Daniel Welzer-Lang, sociologue à l'Université Lyon II et co-fondateur du RIME, une association lyonnaise d'aide aux hommes violents. Problèmes du quotidien trop souvent tenus sous silence par honte, par gêne et par lâcheté.

L'auteur de *Viol au masculin* (L'Harmattan) nous éloigne de l'analyse médico-psy habituelle, sans donner de leçon, sans moralisation ni répression. *Les hommes violents*, prix : 140 F.

« Le Chewing-gum des yeux »

Ignacio Ramonet, éd. Alain Moreau

L e *Chewing-gum des yeux*, de Ignacio Ramonet (rédacteur en chef au *Monde diplomatique*) est un livre fort éducatif, qui explique en huit chapitres, comment et pourquoi les images nous conditionnent. Chaque chapitre est consacré à un média.

Les films catastrophes : face à un monde de plus en plus inquiétant, et afin d'éviter tout changement, comment cristalliser la peur, en jouant sur les phantasmes, sur les peurs refoulées de l'enfance.

Les journaux télévisés : cette partie plaira particulièrement aux adversaires de la télévision, et ouvrira les yeux de ceux qui croient ce qu'ils voient pendant cette tranche horaire. Ou comment l'on scénarise, pour rendre attractif (audience et publicité obligent) ce qui est sensé être l'actualité du monde.

Les spots publicitaires : une information intéressante... La publicité ne fait pas vendre davantage, et son efficacité ne dépasse pas 5%. Son rôle et ses effets, tant sur le spectateur que sur les programmes, sont analysés ici, ainsi que son influence sur le cinéma, car de plus en plus de scénaristes et de metteurs en scène ont débuté dans la réclame.

Les séries policières : gardiennes de l'ordre moral, propagatrices du civisme à la mode des Etats-Unis, mais leur utilité actuelle (chaque épisode est composé de 4 actes de 12 minutes environ, ayant chacun une unité et une continuité propre) est surtout de fidéliser le public aux suites publicitaires qu'elles coupent en rondelles.

Les westerns italiens : en dehors des westerns spaghetti, il en existe dont le sujet est éminemment politique, soit indirectement - mais pour un certain nombre d'entre-eux, je doute que le message soit passé ; soit directement, comme par exemple : *Trinita voit rouge* (c'est d'ailleurs un film espagnol) qui montre les révoltes paysannes au début du siècle.

Le ciné militant, un genre à inventer ?

Guerre et comédies françaises : passée la période de 1933-1942, qui a vu quelques films très critiques sur le totalitarisme et l'antisémitisme d'Hitler, ce genre a évolué en France, suivant les ordres des gouvernements qui se sont succédés : anti-collaborateurs sous de Gaulle, et montrant la

Résistance non communiste, puis gentil-gentil vis-à-vis des Allemands sous Giscard, le genre évolua vers les avatars des appels, montrant, là-encore, que la débrouillardise et l'individualisme (au sens égoïste du terme) sont les plus grandes vertus.

Il s'agit donc, essentiellement, d'un cinéma avec le petit doigt sur la couture du pantalon.

Hollywood et la guerre du Viêt-Nam : après deux films produits par l'Etat, et qui ont servi au conditionnement des recrues, puis sous l'influence du mouvement anti-guerre, les documentaires d'abord, les films de fiction ensuite (l'action se déroulant ailleurs, pour éviter la censure), le cinéma fut très marqué par l'antimilitarisme. Seul Coppola, avec *Apocalypse... Nouvelle*, osa montrer l'armée américaine dans le « beau rôle » (d'autres films pro-guerre furent produits, mais après 1980, date de parution de ce livre).

Voici donc un livre à lire avec intérêt, un dimanche de pluie, un après-midi de chien ou avec Pauline, à la plage.

Didier
(gr. Poulaille de Saint-Denis)

Les lectures de l'été

LES beaux jours arrivent, alors plutôt que d'acheter le dernier *best-seller* ou un quelconque prix littéraire, faites votre cargaison de lectures en marge, au bon goût sauvage ! A déguster sur la plage ou ailleurs...

Vous les connaissez peut-être déjà, souvent simples feuilles de chou photocopiées, aux tirages limités, mais passant dans de nombreuses mains, les zines existent envers et contre tout. Parfois naïfs dans la forme et le contenu, pas toujours aboutis, ils ont pourtant une qualité rare. A 99 %, ils sont *vrais*, c'est-à-dire qu'ils sont l'œuvre de passionnés. Une denrée rarissime dans le journalisme moderne, rongé par un opportunisme effréné ; les récents événements nous l'ont encore démontré. Car si la censure directe semble diminuer (quoique les événements du Golfe me contredisent), la censure économique écrase toute velléité d'indépendance et surtout de liberté de ton et d'information. En deux mots comme en mille, les médias sont asservis. Gageons qu'avec le nouvel ordre mondial et la restructuration européenne, les trusts vont se renforcer et fermer la porte à toute velléité d'indépendance. Dans le cadre de cette dictature molle, l'édition « sous le manteau » revient au goût du jour... par nécessité. Voici donc un petit panorama non exhaustif de ce qui se fait actuellement :

- **On a faim !**, on ne le présente plus, une constante : Anarchie et musique, du

rock plein les tripes mais aussi des ouvertures BD ; nouvelles, politique, polémique... En prime, depuis quelques numéros, un 45 T pour concrétiser l'aspect fortement musical.

Au sommaire du n° 14 : Maximum rock'n'roll, Parkinson square, dossier rock industriel, BD, Kroniks, front-news...

- **On a faim !**, BP 47, 76802 Saint-Etienne-duRouvray, 25 F ou 50 F l'abonnement pour deux numéros par an ;

- **Est-ce bien raisonnable ?** On vous avait déjà parlé de ce zine qui vient de s'arrêter. Une mise en page soignée, une couverture luxueuse, un 45 T en prime, le tout pour 25 francs. A noter l'avant-dernier numéro, toujours disponible, avec une version de *l'Internationale* en rap !

Numéro 7 : Daeninckx (nouvelle inédite), Vidal-Naquet (interview), Fugazi, Beatniks...

Disponibles à SSDM, BP 22, 75660 Paris Cedex 14. 25 F + 10 F de port ou 60 F les deux derniers numéros...

- **Combo** : une initiative originale, marier le rock et la littérature. Un fanzine qui a le format et qui est relié comme un bouquin. 100 F l'abonnement pour 4 numéros trimestriels donne droit à *Combo madame* (attention les yeux !). Les éditions Black money (argent sale !), qui commettent *Combo*, se lancent dans l'édition avec la réédition de deux polars de Frederick Brown et viennent de sortir *Homicides*, un recueil de nouvelles

noires qu'on vous recommande (avec des inédits de Manchette, Hélène, Traven, Pouy, etc.).

Black money, BP 576, 75027 Paris Cedex 01. 100 F les deux Frederick Brown, 79 F pour *Homicides*.

- **M25** : un très beau zine belge consacré à la littérature en général (nouvelles, poèmes, articles, chroniques, interviews...) et illustré de manière tout à fait originale. La couverture du numéro d'avril : un zinc au nom de M25 qui, pour toute bombe, largue des plumes (de porte-plumes)... Les auteurs sont sou-

« Dans le cadre de la dictature molle, l'édition "sous le manteau" revient au goût du jour... par nécessité. »

vent peu connus voire inconnus (ce sont parfois des lecteurs de la revue) mais ceci n'empêche pas l'ensemble d'être très correct... Un des seuls dans le genre (moins snob et élitiste que *le Serpent à plume* !).

M25 : 25 F le numéro (port compris). Robert Varlez, 36 rue des Ramons, 4200 Ougrée (Belgique).

- **Soleil noir** : multiculturel et trimestriel. A noter la réédition de nouvelles inédites d'auteurs libertaires (B. Traven, André Hélène, Jaroslav Hasek, Armand Robin) sans oublier des articles politiques, musicaux, de la BD...

Cinq numéros sont parus à ce jour. Prix : 50 F l'abonnement annuel ou 10 F l'un. *Soleil Noir* est en vente à la librairie du Monde Libertaire.

- **Reflex, Noir & Rouge** : deux revues libertaires bien connues... Infos et réflexions politiques essentiellement. Ont le mérite d'exister...

Reflex, 14 rue de Nanteuil, 75014 Paris... *Noir & Rouge*, « Samedi soir, dimanche matin », BP 22, 75660 Paris cedex 14.

- **New Waves** : un fanzine/magazine de rock gratuit, qui fonctionne avec la publicité, mais pas n'importe laquelle, Patrice, le responsable, refusant systématiquement toute pub autre que musicale (comme celles pour les alcools et les cigarettes dont on remplit systématiquement les journaux pour jeunes). Autre chose pour contrecarrer cet état de fait (la pub) qui normalement nous rebute, la qualité des articles, orientés le plus souvent sur des produits hors-Top 50, l'éclectisme musical : rock, reggae, rap...

APMC New Waves, BP 6, 75462 Paris cedex 10. 50 F l'abonnement annuel.

- **La poupée rebelle** : un zine breton très engagé. Au sommaire : du rock, des nouvelles, des infos internationales (surtout sur l'Amérique du sud), des chroniques de disques et zines très nombreuses...

Média son, 43, avenue Abilay, 29900 Concarneau.

- **Délations** : un zine très luxueux avec des pages en couleur et une mise en page professionnelle. Des nouvelles, des articles d'humour (massacrante), du graphisme, de la photo...

Deux numéros sont parus cette année, le troisième ne devrait pas tarder. A noter, le prix est libre. ACCSSV, 2 impasse Poule, 75020 Paris.

- **Dessins** : un graphzine, c'est-à-dire un zine consacré essentiellement au graphisme. A chaque numéro de *Dessins*, un thème auquel s'essayent différents graphistes. Qualité : un esprit de recherche qui fait éclater le cadre conventionnel de la BD. Thèmes du n° 7 : jeux interdits avec Tapage, Hakro (créateur de la revue), Razib, Tibo... 10 F (plus 5 F de port) le numéro chez Jean-

Luc Mauri, 91 rue des Carmes 76000 Rouen.

- **Peutit Keupon** : la saga en strips comics du héros le plus populaire de l'underground graphique et du rock alternatif. *Peutit Keupon* est né pour perdre... et nous faire rire. A noter dans ce recueil des collaborateurs illustres : Gébé, Nicolle, Libérateur, Tardi...

Peutit Keupon : 25 F (port compris). SSDM, BP 22, 75660 Paris Cedex 14.

- **Etats d'âmes unis** : écrit et illustré par Lem, édité par *On a faim !*, voici un petit recueil qui, on l'espère, fera des petits, c'est pas cher : 10 F ! Lem a fait un voyage aux Etats-Unis (c'était avant la guerre du Golfe !) et, comme le titre l'indique, ça lui a donné des états d'âmes. On le comprend...

- **Stupre** : recueil de nouvelles érotopolitiques de l'infâme J.-F. Une couverture en couleur parodiant les comics d'horreur et des textes pornographiques ne parlant pas toujours de sexe ont fortement ému la censure. Illustré par des graphistes underground. 25 F (port compris) à Baron Noir, BP 527 Paris Denfert-Rochereau, 75666 Paris cedex 14.

Cette liste n'est pas exhaustive, loin s'en faut ! Je pourrais vous citer encore *Flag*, *Tokbomb*, *Anus*, *Numéro 1*, *le Rat*, *Patchwork*, *Violence*,... Il y en a sûrement des centaines. Alors que le rock alternatif s'étouffe quelque peu, la presse underground semble reprendre du poil de la bête et s'ouvrir sur d'autres horizons que ceux où elle se cantonnait auparavant (essentiellement musicaux dans les années 80). Pour vous la procurer ou la découvrir, hantez les boutiques de produits indépendants (libraires, disquaires) ou bien renseignez-vous par le bouche à oreille.

J.-F. Lymphâm

ZIQUE

« Cette machine sert à tuer tous les fascistes ! »

Cette machine sert à tuer tous les fascistes ! (NDLR : ce titre était écrit - dans le texte - sur la guitare de Woody Guthrie), cette compilation, dernière née du label « On a faim ! », veut faire la peau à ce vieux dicton à la con qui dit que la musique adoucit les mœurs. La musique doit surtout faire bouger le monde, changer les mentalités, faire évoluer les esprits ! Des millions de gens ont découvert l'Apartheid en écoutant de la musique plus qu'en lisant des bouquins. Le rock, le reggae, le ska, le rap se sont ligüés pour dénoncer le régime de Pretoria, sensibilisant bien mieux que des milliers de tracts distribués dans les manifestations de convaincus.

La France pue de plus en plus, voilà donc une petite claqué aux mauvaises odeurs ! Babylon Fighters, Dirty District, Kochise, les Ejectés, Désert Culturel, The Beggars, Original Disease, les Thugs et beaucoup d'autres ont donné un morceau pour soutenir cette initiative... Les bénéficiaires iront aux groupes antifascistes.

Certes, un disque contre les Le Pen, Chirac et autres crevures ne les fera pas taire ! Evidemment, un disque, quelques groupes rebelles, quelques concerts n'empêcheront pas les expulsions, les propos racistes, les ratonnades, les meurtres...

La musique peut aider à la prise de conscience, c'est tout ! Après, tu choisis : rester le cul sur ta chaise à écouter les autres gueuler ou bien gueuler à ton tour ! Rester spectateur ou devenir acteur ! Te résigner ou te battre !

Les groupes qui ont participé à ce disque, les gens qui ont créé le label et le fanzine *On a faim !* sont de ceux qui n'acceptent pas de voir, chaque jour, les fascistes grignoter un peu plus de terrain. Certains utilisent leurs instruments, leurs voix pour leur barrer la route. D'autres militent plus activement dans des groupes libertaires, des associations antiracistes...

Tous se sont retrouvés pour réaliser cette « machine à tuer les fascistes », titre provocant et dérisoire, pour dire simplement que la politique de l'autruche mène tout droit à de petits matins bruns, si on laisse faire sans réagir !

Un bon disque, une démarche saine, des idées en passe de devenir marginales, plein de bonnes raisons de l'acheter non ? Et puis, après l'écoute, rien n'empêche de descendre dans la rue arracher quelques affiches du Front national, inscrire quelques vérités antiracistes sur les murs, aller à une manif, organiser une fête contre les cons, foutre une baffa au nazi du coin... l'imaginaire au pouvoir !

Gil

N.B. : *Cette machine sert à tuer tous les fascistes !*, CD (110 F) et K7 (75 F) uniquement. En vente à la librairie du Monde Libertaire.



Les Editions Incontrôlées

Les Editions Incontrôlées viennent de sortir un guide international des « fanzines » et de la presse parallèle : plus de 400 adresses avec des commentaires et des descriptifs réparties sur une trentaine de pays d'Europe et d'ailleurs. Ça coûte 15 F (plus 3,80 F de port) et c'est disponible chez les Editions Inc., BP

11, 44401 Rezé cedex (chèques sans ordre, SVP).

A la même adresse, est aussi disponible le fanzine *Numero 2* avec des interviews de Visa, Petchanatz, L. Trondheim, Atila, X. Bouygues, un article sur le mail-art et des dessins d'Hakro. Prix : 5 F.

VOYAGE EN LITTÉRATURE

« J'en ai connu des équipages »

L'auteur du *Marin des sables*, *Drôles de voyages* et de *La Mémoire des vaincus* - tous parus aux éditions Albin Michel - notre ami Michel Ragon, nous retrouve pour cet été 1991. Conversation.

La littérature prolétarienne et le polar.

Il est évident que la définition de la littérature prolétarienne, aujourd'hui, ne peut plus être celle de Henry Poulaille. Ce serait figer les choses, ne pas tenir compte des évolutions. Le prolétariat n'est plus le même. La littérature prolétarienne définie par Poulaille est celle de l'avant-guerre. Les ouvriers de haute qualification, par exemple, ne vivent plus comme les ouvriers de 1936. Leur vision du monde est tout à fait différente. Et c'est vrai pour la plupart des ouvriers qualifiés, il y a une remise en question perpétuelle de leur travail. On ne reste plus menuisier toute sa vie, à part quelques artisans. On change parce que les machines changent. Par contre, le prolétariat d'avant-guerre se retrouve aujourd'hui dans la précarité, le travail incertain, les salaires très bas, et ce prolétariat est constitué maintenant essentiellement par les immigrés. De ce sous-prolétariat, pourrait-on dire, sort quelques écrivains. La plupart Maghrébins. Et c'est peut-être là que l'on

pourrait retrouver cette littérature, héritière de la littérature prolétarienne, mais avec une autre forme, un autre langage : Tahar Ben Jelloun à ses débuts et quelques autres... Pour les autres ouvriers, je pense à François Bon, auteur de *Sortie d'usine*, lui, ne veut pas se reconnaître dans la littérature prolétarienne. Il ne veut pas en entendre parler. François Bon n'est-il pas d'ailleurs plus proche de Daeninckx que de Poulaille ? Je pense, en effet, que le roman marxiste, le polar, s'il n'intéressait pas avant-guerre le milieu de la littérature prolétarienne, c'est que celui-ci n'avait pas d'aspect « révolutionnaire », comme aujourd'hui avec Manchette ou Daeninckx. Ces auteurs ont tous une implication politique, même de droite avec ADG, et tous ont une implication populaire.

En lisant Daeninckx, c'est peut-être là aussi une autre succession de la littérature prolétarienne. Et c'est un peu normal que cette succession ne soit pas là où on l'attend. C'est explicable parce que les choses, encore une fois, évoluent. Le polar aujourd'hui, à la différence de la littérature prolétarienne d'avant-guerre, se fiche d'être « reconnu » comme littérature par rapport à la littérature bourgeoise de l'époque.

Le but de la littérature pour Poulaille était de faire connaître la vie ouvrière, la vie paysanne, qui étaient mal perçues par ceux qui ne les connaissaient pas. Et puis, il y avait le côté désaliénant, c'est-à-dire la volonté de toucher les populations ouvrière et paysanne, leur faire prendre conscience de leur situation de classe et de leur propre culture. Mais malheureusement, la litté-

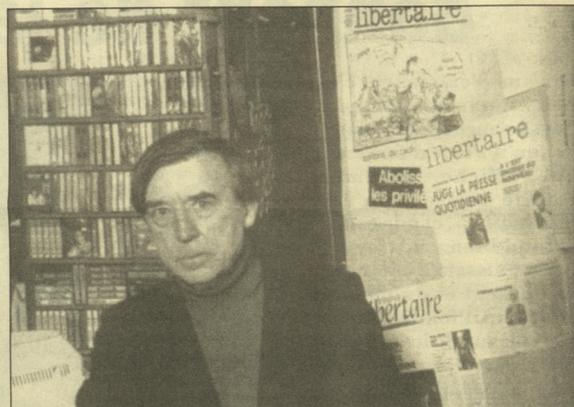
ture prolétarienne de l'entre-deux-guerres, si elle a sensibilisé un public « normal », elle a touché très peu les milieux ouvriers, et cela a toujours été le drame de Poulaille. Cette littérature était pourtant engagée. Dans *Le Pain quotidien* ou *Les damnés de la terre*, Poulaille dénonçait les conditions de vie. Dans *La Maison du peuple*, Louis Guilloux faisait de même... Mais la littérature prolétarienne était qualifiée de « passiste », un reproche que leur faisaient les marxistes. Cela évoquait effectivement des ouvriers d'autrefois, plutôt que les ouvriers du temps. Mais, à l'inverse, le roman type Daeninckx est moderne.

Le roman français.

Si l'on prend Daeninckx ou Manchette, ce sont de bien meilleurs romanciers que les écrivains intellectuels. Actuellement, le roman français est assez exsangue par un défaut d'intellectualisme. C'est-à-dire un roman qui ne raconte rien ! Je me sens plus d'affinités avec les écrivains américains et sud-américains. Ils sont gorgés de vie populaire. C'est une littérature d'épopées. Ils ont fait, eux, des tas de métiers. Ils ont bourné. Ils ne sont pas dans la sclérose du milieu intellectuel français. A l'inverse des Américains, les romanciers français, eux, sont totalement intégrés à la société.

La peinture.

Je me suis arrêté d'écrire sur la peinture, il y a un certain moment. Je me suis aperçu que la peinture que je défendais était devenue la proie des marchands et des collectionneurs. Je me suis retrouvé mal à l'aise dans ce cercle



Michel Ragon à la librairie du Monde Libertaire. © Louis Monier, in *J'en ai connu des équipages* (entretien avec Claude Gayman), éd. J.-C. Lattès.

enchanté. J'ai arrêté d'écrire à la fin des années 60 et de faire donc de la critique d'actualité de la peinture. Disons que maintenant je suis plutôt historien d'art, c'est-à-dire que je parle d'artistes que j'ai connu, dont j'ai suivi l'œuvre, mais je n'ai plus d'activités de journaliste culturel. Je continue néanmoins à regarder ce qui se fait. C'est d'ailleurs mon repos par rapport à l'écriture. Mon regard et mon expérience sur la peinture sont marqués par celle des années 50 et 60, que je pense avoir assez bien suivie. Les artistes que j'ai soutenu sont aujourd'hui reconnus, Atlan, Dubuffet, Soulaiges...

Je vais terminer pour les éditions Skira *Le Journal de l'art abstrait*.

En visitant l'exposition Breton, à Beaubourg, ce qui m'a le plus marqué, c'est le dadaïsme, son côté iconoclaste moins décoratif que le surréalisme. Quand Duchamp exposait c'était une dérision. Il y a aujourd'hui une espèce de conformisme de l'avant-garde, avec lequel je ne veux pas être dupe. Il y a aussi, quand même, une baisse de tension de la créativité. Dans les années 50, c'était très fort. Et c'est normal, il y a une baisse de tension, beaucoup de conformisme. Le marché n'y est pas étranger non plus.

Je pense que les jeunes artistes qui travaillent maintenant n'imitent pas les anciens. Ils font autre chose, et pour cela il faut qu'il y ait de jeunes critiques pour s'en occuper. Je laisse la place...

L'écriture.

Un roman, cela demande une disponibilité totale. L'idéal, c'est Balzac qui s'enfermait et qui buvait du café pour ne sortir que quand il avait terminé ! En réalité, j'écris mes romans à la campagne, l'été, dans une maison dans le Loiret. Et là, je ne reviens pas à Paris pendant deux mois et demi. Sinon, je ne pourrais pas y arriver. Il faut rentrer dans ses personnages, ne pas avoir du tout de vie à soi. C'est dur, très dur, surtout pour les proches.

J'écris le matin, jusqu'au début de l'après-midi. Pour *La Mémoire des vaincus*, la documentation était énorme. J'ai eu des moments de doute... Ce livre m'a complètement épuisé, pas vraiment, puisque je continue, mais cela m'a fatigué. Mon prochain roman sera plus petit, moins ambitieux. Il se passe dans les milieux domestiques, en Vendée, autour de 1900. Il paraîtra au printemps 1992, si tout va bien.

A la différence d'un peintre, un romancier ne voit pas immédiatement ce qu'il fait. Cela ne se construit pas tout de suite sous les yeux et demande donc un effort de mémoire considérable. Il faut avoir ses personnages en soi et on finit par être complètement dédoublés. Les personnages nous habitent.

L'université.

On commence à redécouvrir Octave Mirbeau, un peu Poulaille, parce que ces hommes sont en dehors des idéologies. La chute du marxisme y est aussi pour quelque chose. Il faut savoir que le monde universitaire est complètement sclérosé. C'est un drame effroyable pour l'enseignement. Le gouvernement, avec lequel j'ai peu de sympathies, pas plus celui-là qu'un autre, ne sait pas quoi faire...

L'université est un bastion... C'est quoi en fait le pouvoir ? Le pouvoir, c'est l'université, la police, l'armée, la magistrature. C'est cela le pouvoir. Ce n'est pas Mitterrand ou Jospin. L'université a été tenue par les marxistes, par les structuralistes, par le nouveau roman. Le marxisme a tout figé depuis la libération. Cela a été la prise de pouvoir après la guerre. Au fond, les communistes ont été malins, le pouvoir en tant que tel ne les intéressait pas vraiment, en tout cas en France ils ne pouvaient pas le prendre. Ils ont donc pris la tangente, ils sont entrés à l'université et à l'école. Il faudra encore longtemps pour que le monde universitaire s'ouvre, s'intéresse à des auteurs différents.

L'autodidacte.

Pour les autodidactes, dont je suis, ce qui est très dangereux c'est de vouloir s'intéresser à tout. Alors, on se perd dans un océan culturel.

C'est vrai, pour acquérir un bagage culturel important, il faut beaucoup de temps. Ce temps-là, je l'ai passé à travailler. J'étais manœuvre... J'ai donc étudié dans le désordre. Mais la plus grande injustice aujourd'hui, c'est là où l'on naît ! C'est plus facile d'être un fils d'architecte, habitant le 16^e arrondissement de Paris, que le fils d'un ouvrier agricole portugais, comme j'en ai rencontré un dans mon village du Loiret.

L'anarchie.

Il y a une collection parallèle à Terre humaine qui s'appelle Courants de pensée. C'est dans ce cadre que Jean Malaurie, le directeur de la collection chez Plon, m'a demandé de parler de l'anarchie. Ce sera donc à paraître prochainement : *La Voie libertaire*. Ce sera ma voie. Comment j'ai évolué dans ce milieu depuis l'âge de 21 ans, les gens que j'ai rencontrés. Ce sera un livre de témoignage mais en même temps j'ai fait une petite histoire de l'anarchie dans ce siècle, évoquant l'individualisme libertaire avec Lecoin, le pacifisme... Il y a une masse de documents. Cela va bien prolonger *La Mémoire des vaincus*.

Propos recueillis par Thierry Maricourt et Alain Dervin

SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE

Quand les instituteurs étaient censurés

Les Français que scandalisent le fanatisme musulman feraient mieux de regarder l'histoire récente de leur pays. On nous a dépeint les villages d'antan comme dominés par deux notables, le curé et l'instituteur. On nous a parfois ajouté (de plus en plus rarement) qu'ils étaient en situation de rivalité. La situation était moins drôle qu'il n'y paraît, du moins pour l'instituteur.

Au moins jusqu'en 1909, le Vatican adressait des directives à la population pour qu'elle s'oppose aux écoles publiques. Pressions électorales, groupes de pression, associations de parents « surgies comme par enchantement », telle l'importante Fédération nationale des pères de famille, chargée de contrôler les manuels des écoles publiques, prédications menaçant de priver les parents des sacrements s'ils envoyaient l'enfant à l'école laïque. Les instituteurs qui utilisaient des livres mis à l'index par l'Eglise recevaient des menaces et il leur arriva même de subir des violences physiques.

Tous ces faits et quelques autres sont opportunément rappelés dans *Rebels with Cause* (« Rebelles pour une cause »), de McCollum Feeley, étude du syndicalisme révolutionnaire chez les instituteurs français jusqu'à la Grande guerre (1). La vie de ceux-ci n'était pas rose : surveillés dans leurs mœurs jusque dans leurs regards, menacés de sanctions à la moindre contestation de l'ordre établi, leurs associations furent tantôt interdites, tantôt l'objet de tentatives de récupéra-

tion par les gouvernements successifs de la III^e République. Que dire alors de leurs idées révolutionnaires ?

Un ouvrage américain, paru en 1971 et fortement contesté, avait considéré que, des 120 000 instituteurs de France, le syndicalisme révolutionnaire n'en avait touché que 3 ou 4 pour cent au moment de son apogée (2). Le syndicalisme révolutionnaire était « une cause sans rebelles ».

Un style de vie

Rebels with Cause - et le titre n'est pas un hasard - répond indirectement à cette critique en reprenant la stratégie de la « nouvelle histoire ouvrière » américaine. Comme chacun sait, l'impact du socialisme et du communisme a été moindre aux Etats-Unis qu'en Europe. Pour défendre ces idéologies de l'accusation selon laquelle elles étaient un produit de pure importation, marginal, sans racines profondes chez les travailleurs, les historiens « de gauche » se sont attachés à étudier la matrice culturelle du prolétariat américain pour démontrer combien ces idéologies lui étaient, au contraire, familières.

C'est une démarche du même type qu'entreprend McCollum Feeley. Il répond indirectement à ceux qui tendent à minimiser l'importance du syndicalisme révolutionnaire en s'intéressant non aux idéologies auxquelles adhèrent les instituteurs, mais à leur matrice culturelle. Comme l'avait déjà fait Jacques Julliard

(3). Il distingue l'anarcho-syndicalisme, doctrine clairement formulée, du syndicalisme révolutionnaire, lequel serait plutôt un style de vie. Toute discussion idéologique du syndicalisme révolutionnaire manquerait donc à son but.

L'auteur pousse l'analyse jusqu'à établir des statistiques sur la santé des instituteurs, où il démontre que ceux-ci souffrent particulièrement de tension et de dépression nerveuse. Il examine les manuels scolaires, les idéologies rivales, le courant pacifiste.

Malgré les très nombreuses fautes d'orthographe dans les noms communs et les noms propres français, cet ouvrage devrait être lu avec intérêt par tous ceux qui s'intéressent à la France profonde de notre passé. Ceux qui ne connaissent pas l'anglais peuvent toujours acheter ce livre pour ses intéressantes illustrations.

Ronald Creagh

(1) Francis McCollum Feeley, *Rebels With Causes. A Study of Revolutionary Syndicalist Culture among the French Primary School Teachers between 1880 and 1919*. New York, Paris, etc., Peter Lang, 1989, 368 p., 21 ill., cartes, statistiques, Bibl., Index. ISBN 0-8204-1025-X, 49,35 SF.

(2) Peter Stearns, *Revolutionary Syndicalism and French Labor. A cause without Rebels*. New Brunswick/New Jersey, 1971 ; cf. Allen Binstock, *Le Mouvement social*, oct.-déc. 1975. Voir aussi F.F. Ridley, *Revolutionary Syndicalism in France, the Direct Action of its Time*, Londres, 1970.

(3) Jacques Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Paris, éd. du Seuil, 1971.

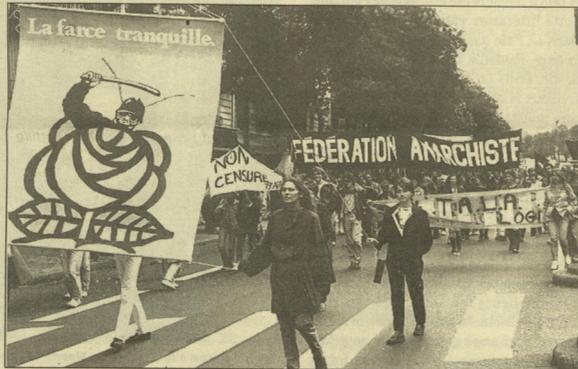
LES 10 ANS DE RADIO-LIBERTAIRE

POINT D'HISTOIRE

Quand les anarchistes donnent de la voix

Dix ans d'existence, c'est peu et, paradoxalement, c'est beaucoup ; beaucoup lorsqu'il s'agit d'une radio qui affiche fièrement comme devise : « la voix sans maître », et que celle-ci entend bien résister à la toute puissance conjuguée de l'argent et du pouvoir politique. Pionnière de ce que l'on appela les « radios libres », qui sont devenues pour la plupart des « radios locales privées » (le changement de terme est significatif), Radio-Libertaire a suscité - ou a répercuté - de nombreux événements qui en disent long sur l'état de la liberté d'expression en France, en une période placée sous les auspices d'un socialisme bon teint.

Yves Peyraut a dirigé à deux reprises Radio-Libertaire. Dirigé, parce que, légalement, c'est obligatoire, mais il serait plus juste d'affirmer qu'il fut simplement l'un des principaux animateurs de cette radio qui entend s'élever contre tout dirigisme, justement, contre toute atteinte à la liberté de l'homme, une radio (ou plutôt la très large équipe qui la compose) viscéralement antimilitariste, anti-étatique, anticléricale... Dans



Radio-Libertaire, la voix sans maître, il entend de retracer l'histoire de cette expérience unique au monde - à l'exception de quelques autres tentatives de très courte durée qu'il mentionne : « Non, Radio-Libertaire n'est pas la première radio créée par des anarchistes. En 1921, lors de l'insurrection de Kronstadt, les marins insurgés émettent à partir du cuirassé Petropavlovsk. Trois semaines pour lancer dans l'éther des messages destinés à déclencher la troisième révolution, après celles de 1905 et 1917... [...] Plus près de nous, Radio-CNT-FAI à Barcelone, à Valence, Badalona, de 1936 à 1937. Une année, pour le "bref été de l'anarchie". 1945-1946 : toujours nos camarades espagnols. Depuis le département du Lot, près de la commune de Gourdon, à Aymare exactement, la CNT-AIT installe un puissant émetteur ondes courtes qui, jouant à saute-mouton par-dessus les

Pyrénées, maintient un contact vivant entre les exilés de 1939 et les résistants de l'intérieur. C'est la petite fille de Clemenceau qui a donné la propriété d'Aymare à nos compagnons, et c'est M. de Gaulle, chef du gouvernement provisoire, qui fait taire des anarchistes, résistants de la première heure contre tous les fascismes, sur toute la surface de l'Europe. Ironie de l'Histoire... »

Des radios libres, animées ou non par des libertaires, il y en aura d'autres, de plus en plus même, dans les années soixante-dix. Et Radio-Libertaire, née officiellement le 1^{er} septembre 1981, résultera, en fait, d'émissions réalisées clandestinement durant le règne de Valéry Giscard d'Estaing. L'arrivée à la tête du pouvoir, en France, de François Mitterrand, a d'abord laissé espérer une libéralisation des ondes. En effet, celui qui n'était encore que le premier secrétaire du Parti socialiste n'avait-il pas lui-même, peu auparavant, été inculpé pour avoir dirigé Radio-Riposte ? Ne s'était-il pas prononcé plusieurs fois en faveur de l'attribution de la bande FM à des radios indépendantes, associatives ? Mais las ! Sitôt élu, et bien que partout naissent des radios libres, il veille, comme ses prédécesseurs, à conserver sinon le monopole total de la communication radiophonique, du moins le contrôle des ondes.

Des projets de loi sont concoctés en ce sens, mais aucun n'est satisfaisant car tous visent, sous une forme plus ou moins libérale, à « assainir » la bande FM, c'est-à-dire à ne donner un statut légal qu'à deux types de radios : les premières, les plus puissantes, qui se contenteront de « divertir » les auditeurs et qui, dans ce but, passeront disque sur disque et seront financées par la publicité ; et les secondes, associatives et sans ressources publicitaires, qui se situeront dans l'orbite du nouveau gouvernement et/ou qui distilleront à leurs auditeurs des émissions à peine moins soporifiques que celles que diffusent radios d'Etat et radios périphériques... Radio-Libertaire, en compagnie de quelques autres concepteurs, est, comme par hasard, « oubliée » dans le partage des fréquences.

Dès lors, son existence est aléatoire et seule la mobilisation de ses animateurs (tous bénévoles) mais également, celle de ses auditeurs, très importante, va lui permettre de surmonter les coups durs. Les menaces de la défunte Haute autorité à la communication audio-visuelle se succèdent. Radio-Libertaire est sommée de quitter sa « fréquence historique » (89,4 Mhz) ; elle est interdite ; elle est priée de se « marier » avec diverses radios, etc. Une saisie du matériel devient de plus en plus probable et imminente. Comme le constate Yves Peyraut, le rapport de force est inégal : face à la volonté des quelques animateurs de faire entendre une



RADIO LIBERTAIRE
LA VOIX SANS MAITRE

Yves Peyraut



POEME

Rencontre 1991

Tu m'as offert l'instant de ton corps
irraisonné d'incertitudes
et d'ombres à mi-mots

Comme si
une bonne fois pour toutes
Les JE T'AIME étaient inutiles
à notre histoire annoncée

Où est le piège ?
Sinon dans nos mots ressassés
Oh ! La beauté de ce regard
posé sur cette nuit de printemps dans
chambre d'un autre siècle

Et toi
qui n'as qu'une envie
celle de revivre
à la confiance renouvelée

Serais-je capable de t'offrir l'instant de mon cœur ?

Claude Sigala
le Coral, mars 1991

(in « Libres comme l'air », éd. du Monde Libertaire, 1991)

« voix sans maître », il y a « l'Etat, la police et l'armée ? Nous ne faisons évidemment pas le poids ! ... Sauf sur le point de retentissement que risque de provoquer un tel événement. Cette analyse se révélera juste. »

Le dimanche 28 août 1982, à 6 heures du matin, la saisie attendue survient. Les CRS investissent les studios et s'emparent du matériel, non sans détruire ce qu'ils ne peuvent emporter et frapper violemment les animateurs présents. Une partie de leur intervention est transmise, en direct, sur Radio-ici et Maintenant, grâce à un combiné téléphonique posé à côté de l'appareil, jusqu'à ce qu'un policier s'en aperçoive.

« La répression n'a pas fait taire Radio-Libertaire, qui est, de fait, tolérée. »

Mais le scénario tragi-comique n'est pas encore terminé, car les policiers se mettent en tête d'emporter l'émetteur : « Celui-ci arbore une superbe affiche : "Emetteur piégé-Danger". Courageux mais pas téméraires, les représentants du désordre social font appel à un artificier qui, bien sûr, ne découvre rien, si ce n'est qu'il s'agit d'un canular. Il paraît que, dans les commissariats parisiens, quand on raconte cette histoire, ça ne fait pas rire. »

Moins d'une semaine après cette intervention musclée, une manifestation a lieu à Paris, qui réunit des milliers d'auditeurs et de sympathisants. Radio-Libertaire n'est pas réduite au silence mais au contraire, comble du comble, réémet depuis une camionnette, avant, quelques jours plus tard, de se réinstaller dans ses locaux. Des milliers de signatures de soutien sont envoyées au ministère de la Communication. Des artistes, des intellectuels affirment leur attachement à cette radio profondément originale, qui refuse la publicité et se veut un outil de réflexion, sans pour cela exclure la distraction, en proposant à ses auditeurs des émissions « à thèmes » accordant une large place à la chanson, française ou étrangère, de qualité. Les noms proviennent de tous les horizons : Julian Beck, Frédéric Fajardie, Gébé, Henri Gougoud, Denis Langlois, Michel Ragon, Robert Sabatier, Léo Ferré, Jacques Canetti,

Paco Ibanez, Jean Guidoni, Pierre Perret, etc., etc. Il faut y ajouter les organisations syndicales ou politiques, les associations du monde entier... Radio-Libertaire, en voici la preuve, a su gagner la sympathie non seulement des anarchistes, mais aussi de tous ceux pour qui la liberté d'expression est l'un des droits élémentaires de l'homme.

L'existence de la « plus rebelle des radios » (comme elle aime à se surnommer, pour marquer son opposition avec une radio disco bien connue et sans intérêt, qui se prétend pompeusement la « plus belle des radios ») est ensuite ponctuée de multiples esclandres avec les diverses commissions que le gouvernement met en place pour résoudre le problème posé par la prolifération des radios. La répression n'a pas fait taire Radio-Libertaire, qui est, de fait, tolérée, puis, finalement, est reconnue et conserve sa fréquence (plus exactement, elle passe de 89,4 Mhz à 89,5 Mhz). Organe de la Fédération anarchiste, elle est éclectique et propose des émissions sur le syndicalisme, les prisons, le féminisme, l'écologie, la littérature, le jazz, le théâtre, etc. Il suffit de consulter le programme, dans le Monde libertaire, pour constater sa grande diversité. Radio-Libertaire accueille des animateurs membres, parfois, de la Ligue des droits de l'homme, de l'Union pacifiste, de la Libre pensée, etc. Un seul souci lie ces individus ou organisations : promouvoir l'élaboration d'une société anti-autoritaire, défendre en toutes occasions la liberté et la justice. Le nombre des animateurs, la place non négligeable qu'occupe Radio-Libertaire sur Paris, le soutien constant des auditeurs montrent que ce souci n'est pas si minoritaire que certains voudraient le faire accroire.

Témoignage direct sur une page très récente de l'histoire de la communication en France - et, au-delà, sur l'histoire politique - le livre d'Yves Peyraut décrit, souvent avec humour, les démêlés d'une des dernières radios à pouvoir encore revendiquer l'appellation de « radio libre ». En somme, il s'agit là d'une belle et encourageante leçon d'optimisme.

Thierry Maricourt

N.B. : Yves Peyraut, Radio-Libertaire, la voix sans maître, éd. du Monde Libertaire. Prix : 90 F (les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico). En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

DEUX NOUVELLES POUR UN ANNIVERSAIRE

Ça parle de liberté d'expression Voie sans issue

BÉBERT inséra la carte de téléphone dans la fente de l'appareil et rabattit le volet d'un geste qui trahissait toute sa nervosité.

- J'veux parler au commissaire Lacerise, c'est Bébert.

- Oui, qu'est-ce qu'il y a ?

- Chef, un truc qui va vous plaire. J'ai dégotté un truc explosif !

- Ouais, c'est quoi ?

- Un manuscrit, chef, je l'ai trouvé en fouillant les poubelles devant l'imprimerie du Monde libertaire, c'est une sorte d'épreuve, pas corrigée, mais ça parle de liberté d'expression. Il y a même des dessins et...

- T'as des noms à me donner ?

- Oui, chef, des tas : Benasayag, Choquet, Daeninckx, Frigara, Del Inferno, Langlois, Livrozet, Levaray, Lympham, Maricourt, Peyraud, A.F. de Saint-Laurent, Raynaud, Rosell, Sigala, Tixier, Picard...

- Arrête-toi, ça suffit, belle brochette, en effet ! Il y en a pas mal qui sont déjà bien connus de nos services ; amène ce bouquin fissa, je crois que t'as touché au but !

- J'arrive tout de suite, chef.

La carte de téléphone ressortit de l'appareil mais Bébert était déjà hors de la cabine. Le froid le surprit alors qu'il longeait le cimetière de Belleville.

- Merde, pensa-t-il, quel sale temps pour une fin mai !

Il s'aperçut qu'il était suivi, à l'ombre menaçante que le réverbère renvoyait sur le mur, mais trop tard : une matraque s'abattit lourdement sur son crâne, et Bébert s'affaissa sur la chaussée.

- J'ai le bouquin, s'écriait triomphalement Eric. Je l'ai !

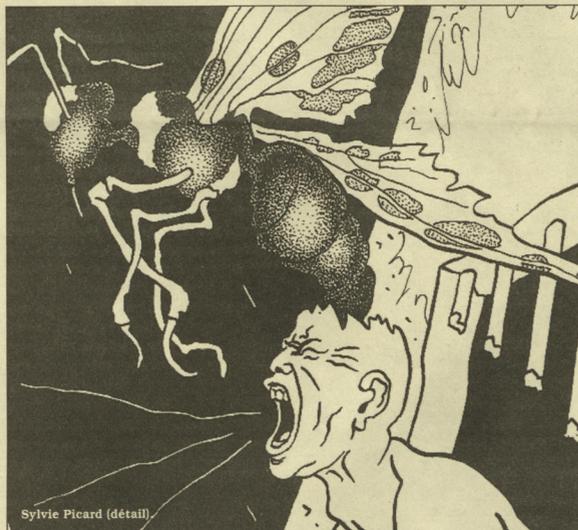
- Gueule pas si fort, dit Thierry, tu vas réveiller tout le cimetière.

- Ça, on peut en tirer un bon prix, hein !

- Oui, t'excite pas. Demain, on va le porter au Grand Duc, sur les quais. Un truc comme ça, ça va bien chercher dans les cinq cents balles.

- T'as entendu ce qu'il dit, le mec, au téléphone, ça cause de liberté d'expression. Il chuchota : Et puis c'est pour Radio-Libertaire. On va se faire du blé...

Le lendemain, ils vendaient ce manuscrit un peu taché pour 800 francs, et l'acheteur, sur les quais, les regarda partir en se frottant les mains. Il venait de faire une bonne affaire : ces gamins ne savaient pas ce qu'ils avaient eu entre



Sylvie Picard (détail)

les mains... Il se dirigea vers la cabine de téléphone la plus proche.

- Allo, c'est le Grand Duc. J'ai une rareté pour toi... Des nouvelles. Oui, complètement inédites. Non, les flics ne doivent pas être au courant. Sois prudent quand même, en venant au kiosque.

Pendant ce temps-là, Bébert s'était péniblement réveillé avec l'étrange sensation d'avoir la moitié du crâne au double de son volume habituel, et une douleur lancinante dans la tempe gauche. Une chance, avant de tomber dans le coltar, il avait eu le temps d'entendre le nom du Grand Duc. Un bouquiniste bien connu dans Paris. Il n'était peut-être pas trop tard. Cinq cents balles, il pouvait bien les avancer, le commissaire lui rendrait au quintuple.

- J viens pour le bouquin, dit Bébert.

- Tes au courant, dit le Grand Duc ?

- Ouais, dit Bébert, évasivement. Tu me le fais à combien ?

- Deux mille cinq cent !

Bébert eut un sursaut violent, qui raviva la douleur en provenance de sa boîte crânienne.

- Tu y vas pas de main morte, toi alors !

Le Grand Duc prit un air extrêmement choqué :

- Non, mais tu sais ce que c'est ce livre ?

Tu sais ce que c'est ? On se tuerait pour

l'avoir ! Des nouvelles pour les dix ans de Radio-Libertaire, tu sais ce que c'est ça ?

Un manuscrit qu'aucun éditeur n'osera jamais éditer. Parait-il qu'il a été trouvé dans une poubelle, devant l'imprimerie clandestine du Monde libertaire ; tu vois, même eux ne veulent pas prendre ce risque. Une fortune, je te dis. Alors, 2 500 francs, c'est donné.

Bébert comprit qu'il fallait arrêter de discuter, vu que la cote de ce foutu manuscrit risquait de grimper de minute en minute. Il aligna les 2 500 F, tout son fric pour le mois.

Tout en marchant le long des quais, il repensa au commissaire : en voilà un qui ne serait pas ingrat avec lui. Il serra le manuscrit contre son cœur, puis jeta un coup d'œil négligeant sur la presse affichée à la devanture du kiosque, juste devant lui : un seul titre s'étalait à la « une » des journaux : « Libres comme l'air, quinze nouvelles pour Radio-Libertaire, vient de sortir aux éditions du Monde Libertaire en vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris pour la modique somme de 85 francs ».

Bébert sentit que son crâne allait exploser et préféra s'évanouir pour ne pas voir le désastre.

Ytak

L'AIGUILLE glissait en silence derrière le plastique sérigraphié des fréquences de la bande FM, accrochant des bribes de programmes. Sur France-Culture, un type s'échinait à faire grincer les dents de son peigne sur une râpe à fromage sans se douter qu'à moins d'un Mhz de là, sur Radio-Ménilmontant, le souvenir vocal de Bobby Lapointe bégayait la promo du pays te-gue-de-Castille où vivait tu-gu-d'une fille. Le doigt de Vanina bloqua le bouton. Elle chercha à capter la station en tirant la molette vers le bas, l'extrémité de son ongle sur les crans. Une concentration de larsens, de frémissements, de gargouillis... Elle approcha son oreille du transistor, la posa contre la grille minuscule derrière laquelle vibrail l'amplificateur, et son ongle imprima un imperceptible mouvement de va-et-vient à la commande.

La voix de Bruno se fraya un chemin au milieu des ondes en souffrance, comme guidée par l'index manucuré. Vanina parvint à éliminer les vibrations funk de Futur-Génération en déplaçant lentement la radio sur l'oreiller, et releva le drap sur son visage. Elle plia les jambes en les écartant légèrement. La douce lumière du cadran éclaira son corps. Elle ferma les yeux et sa main dérivait sur ses seins, l'intérieur de ses cuisses.

« Ici Bruno sur Solitude-FM, fréquence 94.2. Je ne sais pas qui tu es, comment tu t'appelles, mais je sais que tu m'écoutes. Ce soir, tu es certainement blonde et tes lèvres ne se lassent jamais de la caresse de ta langue... » Vanina crut percevoir un bruit de pas dans le dortoir et baissa le volume. Elle tira le drap pour observer l'alignement des lits dans la pénombre. Elles dormaient toutes en aspirant leur air chacune à leur façon, de la bouche ou du nez, d'un coup ou par saccades, en silence ou en fanfare. Apaisée, elle se retira, à l'abri sous sa tente, et redonna son ampleur à la voix de Bruno. L'écho d'une musique berbère s'évanouit dans l'espace.

« Je ne peux que t'imaginer, te dessiner dans mon esprit avec le pinceau malhabile des rêves. Mais comment

parviendrais-je à recréer ton parfum, le souffle tiède de ta bouche, le mouvement harmonieux de ton épaule quand tu te coiffes ? »

Ses doigts se laissèrent aller. « Comment vivre sans entendre tes soupirs, étouffer tes cris avec ma paume ? » Elle sentit une plainte monter de sa gorge et réussit à la maintenir prisonnière dans son corps. La voix de Bruno faiblissait maintenant, comme recouverte par des millions de craquements microscopiques. Elle continua à se caresser d'une main tout en cherchant de l'autre à placer le transistor dans l'axe idéal.

Soudain, le ciel se déchira et la lumière d'une torche figea le désastre de son corps amaigri. La lumière jaune détaillait ses seins flasques, son ventre ridé, ses cuisses amaigries, son pubis aux poils blanchis. La voix de la surveillante résonna dans le dortoir endormi.

- C'est bien ce que je pensais, encore en train de faire vos saletés madame Ballié... Si vous ne vous calmez pas, je vais être obligée de prévenir vos enfants et de leur demander de vous changer de maison de retraite... C'est ce qui vous pend au nez...

Vanina prit le transistor, le pressa contre son cœur et à genoux sur son lit se mit à hurler le prénom de l'animateur de Solitude-FM.

Didier Daeninckx
(in « Libres comme l'air », éd. du Monde Libertaire, 1991)

Cet été, à Paris
écoutez
Radio-Libertaire
(89.4 FM).

Sous les pavés...
un air de liberté !

A PARAÎTRE

De Bakounine à Fabbri

Les éditions du Monde Libertaire persistent et signent ! Après la sortie de *Libres comme l'air* et de *Radio-Libertaire, la voie sans maître*, il faudra compter, cette année, avec deux autres ouvrages à paraître en septembre-octobre, le Berthier et le Fabbri !

Pour le premier, *Bakounine politique, révolution et contre-révolution en Europe centrale*, René Berthier a mené une réflexion fort intéressante sur la perception qu'avait Bakounine du problème de l'unité allemande et des revendications nationales en Europe centrale. Conception prémonitoire... ? Vous lirez ! En tous cas, *Bakounine* apparaît à la lecture de ce livre comme ayant eu une approche originale et très

approfondie de la situation économique de son temps.

Le second, *Ecrits sur le fascisme*, rassemble, pour la première fois, des textes de Luigi Fabbri, écrits entre 1921 et 1935, sur le fascisme et la démocratie. A travers cette analyse, on peut retrouver en filigrane le type de luttes possibles et surtout nécessaires pour contre le fascisme. D'une actualité brûlante...

Pour aider à la parution de ces deux ouvrages, une souscription est lancée : 90 F pour le premier ouvrage et 110 F pour le second. Vos chèques sont à libeller à l'ordre de Patrick Marest et à adresser au SHE, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

A.D.

Le pin's de Radio-Libertaire



Radio-Libertaire a édité un pin's. Il coûte 15 F (port non compris). Vous pouvez vous le procurer en le commandant à la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de l'association « DMC-Radio-Libertaire ».

COME-BACK D'OUTRE-TOMBE

RENDEZ-VOUS

LILLE
Le groupe Humeurs Noires de Lille tiendra un stand lors de la Grande Braderie de Lille, qui se déroulera le second week-end de septembre.

MARSEILLE
Le groupe Ascaso-Durruti de Marseille tient une permanence tout l'été, chaque samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul.

GEMENOS
L'Union régionale Méditerranée de la FA organise les 27 et 28 juillet, au quartier Le Vaisseau (RN 8), à Gémenos (près de Marseille), les 5^e Rencontres libertaires. Au programme : chansons avec Meille, Claude Turle, Morade... ; stands ; bouffe ; buvette ; débats. Camping assuré (amener son matériel).
Pour plus de renseignements, écrivez au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

PARUTIONS

CAMPAGNE D'ABONNEMENT
Le groupe FA de Dijon et ses sympathisants vous informent que leur journal, *la Mistoufe* va reparaitre, après de longs mois d'absence, dès septembre. On y trouvera chaque mois des articles de réflexion, d'information, des brèves, des interviews, mais aussi des pages culturelles ; tout cela étant accompagné d'illustrations. A cette occasion, nous lançons une campagne d'abonnement. Prix : 50 F par an (chèques à libeller à l'ordre de Jean-Christophe Cheval). *La Mistoufe*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

TEE-SHIRTS
Deux tee-shirts ont été édités. L'un représente le logo de « Femmes libres » (une femme bondissant d'un « A » cerclé) et l'autre, « Vive l'anarchie ! » de Reiser. Prix : 50 F l'un (port compris). Commandes à effectuer au groupe Ascaso-Durruti, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille. Vos chèques sont à libeller à l'ordre de Jean-Pierre Louy.

BULLETIN
Le bulletin n° 2 *Brisons nos chaînes*, du Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT) est paru depuis peu. Pour le recevoir chaque trimestre, il suffit d'envoyer 10 timbres à 3,80 F au RAT c/o librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

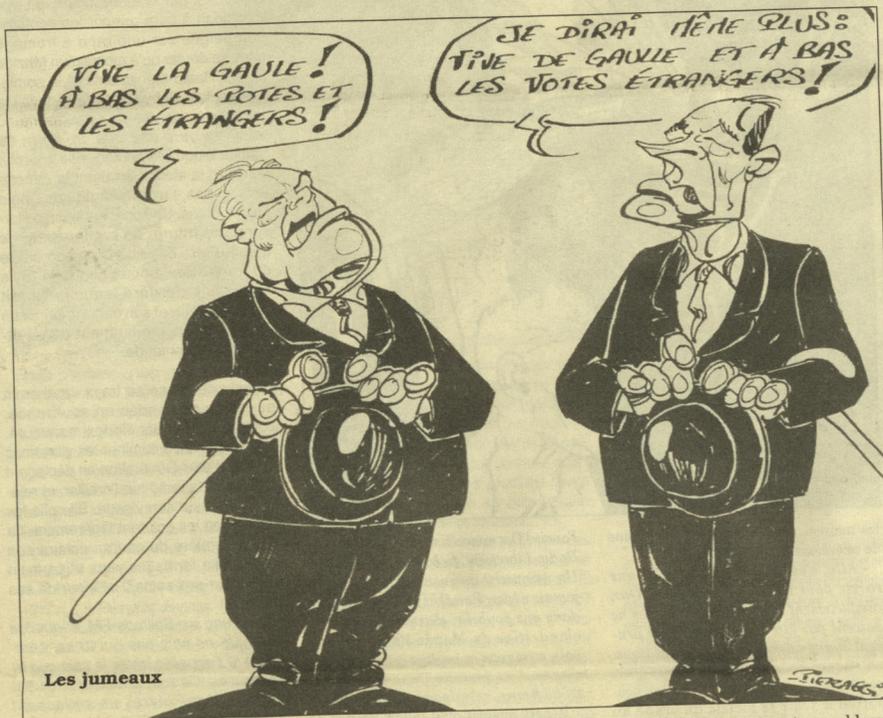
PRESSE
Le n° 80 de *Contre Vents et Marées*, journal libertaire de la région Rhône-Alpes, vient de paraître. On peut l'acheter pour 5 F, ou s'y abonner pour 50 F (chèques à l'ordre de « Contre-Courant », en écrivant à « Contre-Courant », la Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. Egalement en vente à la librairie du Monde Libertaire.

PIN'S
Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu vient d'éditer un pin's en soutien au journal *CVM* : un chat noir + un « A » cerclé. Prix : 25 F (port compris). Pour toute commande écrivez à « Contre-Courant » (cf. adresse ci-dessus).

BROCHURE
Le 37^e numéro de la revue *Volonté anarchiste*, « Pour l'anarchisme », de Nicolas Walter est en vente au prix de 25 F à la librairie du Monde Libertaire. Il s'agit d'une réédition, agrémentée d'une nouvelle préface de l'auteur. On peut, par ailleurs, s'abonner à la revue pour le prix de 180 F (huit numéros). Versement à l'ordre de ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony. CCP 21600 42 C Paris.

TEE-SHIRTS
Le groupe Région-toulonnaise de la FA diffuse 3 tee-shirts. Prix : 60 F l'un (port compris). Il s'agit d'un « A » cerclé rouge sur fond noir ; d'un globe d'où émerge un « A » cerclé (noir sur fond blanc) ; de deux enfants s'embrassant, plus « A » (noir et rouge sur fond blanc). A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex (chèques à l'ordre du CECL).

Arrivée du train en gare de Treblinka



Les jumeaux

A midi, le vieil homme quitta sa famille. Son petit-fils lui dit au revoir en l'embrassant sur les deux joues. Puis il posa la question fatidique :
- Tu vas gagner ton procès, grand-père ?

Le vieil homme hochait la tête. Il avait expliqué au gamin qu'on le diffamait. Il avait parlé de crimes imaginaires, du sens réel de son combat. Il lui avait raconté aussi l'épuration de 1944, en l'effrayant par le récit des atrocités commises par les résistants.

Le vieil homme sortit de la maison pour se rendre à la gare. Il rentrait chez lui comme après chaque visite rendue à sa descendance. Dans la gare, des jeunes étaient assis sur les composteurs. Ces sièges improvisés leur permettaient de tuer le temps en bavardant.

- *Racaille*, marmonna le vieil homme en introduisant son ticket dans un appareil.

Les seuls jeunes qu'il eut jamais estimés étaient morts. Ils portaient l'uniforme noir et ce béret frappé du signe gamma de la Milice. Avec ces enthousiastes, on aurait pu sauver le nouvel Ordre si...

Le vieil homme chassa cette pensée d'un air las. Il ne referait pas l'Histoire.

Sur le quai, il attendit son train de banlieue. La gare était déserte comme dans un mauvais western. Au bruit caractéristique du train qui ralentit, l'homme tourna la tête. Et ce qu'il vit lui glaça le sang. Il ne connaissait trop bien ce train de marchandises...

Les portes étaient plombées pour empêcher une ouverture avant desti-

nation. Le convoi passa lentement, sans s'arrêter et, au milieu, sur un wagon sans paroi, un groupe de SS bavardait autour d'une mitrailleuse. Ils regardaient le paysage contemporain comme s'il n'y avait plus rien pour les étonner. Mais le pire, dans cette scène, était le bruit. Les plaintes et les gémissements étouffés qui sortaient des wagons plombés.

Le vieil homme se réveilla lorsqu'il sentit les tapes qu'on lui donnait sur

« Moi, je m'appelle Moïse. Je suis né en Allemagne. J'ai fui mon pays quand les nazis ont pris le pouvoir. En France, j'ai été parqué dans un camp d'antifascistes. Et puis le gouvernement m'a livré à la Gestapo. »

les joues. Alors qu'il gisait allongé sur le quai, le chef de gare était perché au-dessus de lui.

- Vous avez eu un évanouissement, lui dit ce dernier. Voulez-vous que j'appelle un médecin ?

- Inutile, ça ira, répondit le vieil homme. Il se releva d'un bond en brossant son pardessus. Il se sentait un peu vexé de sa défaillance. Pour rassurer le chef de gare, il ajouta :

- Le train ne va pas tarder, je crois ?

Le chef de gare acquiesça et prit le chemin de son bureau. Effectivement, le train de voyageurs arriva deux minutes plus tard. Le vieil homme choisit une première classe aux vitres opaques. Les portes automatiques se refermèrent sur lui. Et, à l'intérieur, ce n'était pas un train de banlieue.

Le vieil homme se retrouva bloqué dans un wagon sans lumière, bondé de monde. Le train repartit sans qu'il puisse se dégager de la foule. L'odeur était insupportable, un mélange de crasse, d'urine et de sueur dû à la promiscuité. Quelques personnes respiraient par les rares ouvertures pour éviter l'asphyxie. Dans la foule, un homme dit :

- Moi, je m'appelle Moïse. Je suis né en Allemagne. J'ai fui mon pays quand les nazis ont pris le pouvoir. En France, j'ai été parqué dans un camp d'antifascistes. Et puis le gouvernement m'a livré à la Gestapo.

Cette révélation fut accueillie par un silence évocateur.

Le vieil homme se dit : Je rêve. Je ne vais pas tarder à sortir de ce cachemera.

Le nommé Moïse continua :
- Et vous, les Français, comment avez-vous été arrêtés ?

Un jeune portant la kipka dit :
- Si les Allemands étaient venus dans notre quartier, nous nous serions mêlés. Mais ce sont des policiers français qui ont sonné à la porte. Alors, ils m'ont emmené au Vel' d'Hiv', et de là, dans ce train.

L'assistance approuva pour signifier que tout le monde était dans ce cas. Des gouttes de sueur perlaient sur le visage du vieil homme. Ce n'était pas possible, pensa-t-il, ils sont morts, tous morts depuis longtemps.

- Quelqu'un sait-il où nous allons ? cria une femme.

Moïse, toujours bavard, répondit :
- En Pologne. Dans une ville qui s'appelle Treblinka, je crois. Là-bas, on aura un travail à faire et une maison pour chaque famille. Les nazis

ont dit que l'on y attendrait la fin de la guerre. N'est-ce pas, l'ami ?

Moïse était tourné vers le vieil homme, devenu le centre de tous les regards. Ainsi interpellé, il aurait dû se sentir insulté, violé même, dans son existence de fasciste « à la française ». Pourtant, sans pouvoir se maîtriser, il prit part à cette discussion invraisemblable.

- Ce n'est pas vrai ! Ne croyez pas cela ! Ils vont vous massacrer à l'arrivée ! Ce sont des camps de la mort qui vous attendent...

Un nouveau silence fit suite à cette réponse. Le ton de Moïse devint ironique.

- Alors, tu étais au courant depuis le début ?

Le vieil homme ne comprit pas cette remarque. Puis il se vit, jeune fonctionnaire zélé de préfecture, signant les ordres de déportation. 1942, 1943, 1944...

Les prisonniers du wagon l'entouraient maintenant comme un tribunal infernal. Leurs voix unies demandèrent comme en invocation :

- Ainsi, vous saviez ?

Le vieil homme hurla de terreur. Deux cheminots qui marchaient le long de la voie aperçurent le cadavre déchiqueté sur les rails. L'un d'eux souleva un lambeau du pardessus et vit les cheveux blancs du mort.

- Pauvre vieux, il a voulu traverser hors du passage souterrain.

L'autre cheminot réfléchit.
- Ça dépend. Il a pu aussi bien tomber du train qui partait de là-bas.

Ce disant, il montra la voie ferrée qui venait de Drancy.

Del Inferno
(avril 1991)

SOMMAIRE

PAGE 1 : Au soleil noir de l'anarchie, Le nouvel ordre mondial et le mouvement pacifiste, La responsabilité historique de la gauche face à la montée du fascisme.
PAGE 2 : La responsabilité historique de la gauche face à la montée du fascisme (suite de la « une »).
PAGE 3 : La fiction de l'Etat de droit, Débuts du droit d'asile, Amis lecteurs, « Le Monde Libertaire » prépare la rentrée, En bref.
PAGE 4 : La revue « Hérodote » et la guerre, Page blanche.
PAGE 5 : La revue « Hérodote » et la guerre (suite de la 4), Nuits ordinaires (poème), Ça tue le cœur des gens, la guerre...
PAGE 6 : L'anarchie ne fleurira pas en vase clos, « Dictionnaire superflu à l'usage des élites et des bien nantis » de P. Desproges.
PAGE 7 : La prison en société anarchiste... Les parloirs intimes, Derrière les barreaux (poème).
PAGE 8 : Du refus de voir les inégalités sociales, Main basse sur la ville, Infos brèves.
PAGE 9 : Chine, Brèves internationales.
PAGE 10 : Colombie, Argentine, Yougoslavie, Pour une « fédération » du Moyen-Orient.
PAGE 11 : Les nouveautés de Publico, Pérou, « Le Chewing-gum des yeux », « Les hommes violents ».
PAGE 12 : Les lectures de l'été, Zique.
PAGE 13 : Causerie avec M. Raçon, Quand les instituteurs étaient censurés.
PAGE 14 : Les 10 ans de Radio-Libertaire.
PAGE 15 : Les 10 ans de radio-Libertaire (bis).
PAGE 16 : Arrivée en gare de Treblinka.